

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Janvier 2023

Données du mois de novembre 2022

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS :

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- **USA** : Quasi-stabilité de la croissance du PIB à +1,9% au T3-22, en glissement annuel (GA), contre +1,8% au T2-22. Parallèlement, l'indice ISM manufacturier a reculé de -0,6 point en décembre pour se maintenir en zone de contraction, pour le deuxième mois consécutif ;
- **ZONE EURO** : Ralentissement de la croissance économique à +2,3% au T3-22, en GA, contre +4,2% au T2-22, tandis que l'indice PMI composite s'est amélioré de +1,5 point en décembre restant cependant en zone de contraction à 49,3 points ;
- **PAYS EMERGENTS** : Accélération de l'activité économique en Chine à +3,9% au T3-22, en GA, après +0,4% au T2-22 ;
- Baisse des prix des **produits énergétiques** en décembre (pétrole -11,3%, gasoil -9% et butane -8,3%) et de certains **produits alimentaires** (blé tendre Fr -2,6%, blé tendre Us -8,6%);
- Résultats mitigés des **indices boursiers** en décembre (-0,1% pour le S&P500, -1,2% pour le NASDAQ, +1,2% pour l'Euro Stoxx50 et +4,6% pour le MSCI-EM).

CONJONCTURE NATIONALE :

- **Ralentissement de la croissance de l'économie nationale à +1,6% au T3-22 contre +8,7% au T3-21**. Cette évolution recouvre une hausse des activités non agricoles de +3,6% contre +7,4% et une baisse de la valeur ajoutée agricole de -15,1% contre +16,5% ;
- Hausse des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** de +13,4% en volume et de +6,5% en valeur à fin décembre 2022 ;
- Baisse respectives de -17,9% et de -4,1% de la production des **phosphates et de ses dérivés** à fin novembre 2022 ;
- Hausse de +3,1% de **l'indice de la production des industries manufacturières** au T3-22 contre +3,3% un an auparavant ;
- quasi-stabilisation du **taux d'utilisation des capacités de production industrielles** à 72,2% en moyenne des onze premiers mois de l'année 2022 ;
- Hausse de +1,5% de la **production locale d'électricité** à fin novembre 2022 contre +6,3% un an auparavant ;
- Recul de -10,6% des **ventes de ciment** à fin décembre 2022 contre une performance de +14,8% un an auparavant ;
- Récupération en 2022 par rapport à l'année 2019 de 82% des passagers du transport aérien et de 83% des mouvements des avions ;
- Net rebond de +193% des **arrivées de touristes** aux postes frontières et de +100% des **nuitées** en 2022 ;
- Hausse de +104,1 MM.DH du **déficit commercial** pour s'établir à 287 MM.DH à fin novembre et baisse de -3,9 points du taux de couverture à 57,6%, compte tenu d'une progression des importations (+201,1 MM.DH ou +42,3%) plus importante que celle des exportations (+97 MM.DH ou +33,1%) ;
- Performances remarquables des **exportations des MMM** à fin novembre 2022, notamment l'automobile (+35%), le textile (+22,2%) et l'aéronautique (+39,8%) ;
- Hausse des **Avoirs Officiels de Réserve** de +13,7 MM.DH ou +4,1% par rapport au début de l'année, pour s'établir à 344,5 MM.DH à fin novembre 2022 ;
- Accélération du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** à +59,1 MM.DH ou +7% au cours des onze premiers mois de l'année 2022 contre +26,5 MM.DH ou +3,2% un an auparavant ;
- Allègement du **déficit budgétaire** pour se situer à -69,5 MM.DH ou 5,1% du PIB à fin décembre 2022, résultat d'une hausse des recettes (+48,2 MM.DH) plus importantes que celle des dépenses (+47,4 MM.DH) ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** de +66,5 MM.DH ou +7,5% en 2022 contre +52,6 MM.DH ou +6,3% en 2021, pour atteindre 951,7 MM.DH ;
- Poursuite du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des hausses des taux, en GA, à fin décembre 2022, de +167 pbs pour les maturités à 26 semaines et de +135 pbs pour les 13 semaines ;
- Accélération du **taux d'inflation** à +6,6% en 2022 contre +1,4% en 2021, résultat des hausses de +11% des prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, de +3,9% des prix des produits non alimentaires ;
- Baisse du **taux de chômage** de -0,4 point à 11,4% au niveau national au terme du T3-22, suite au repli de -1 point en milieu urbain à 15% alors qu'il est resté stable à 5,2% en milieu rural.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL :

Modération de la croissance économique mondiale en 2022 ...

Dans son édition du mois d'octobre 2022, le Fonds Monétaire International a maintenu sa prévision de la croissance de l'économie mondiale stable à +3,2% au titre de l'année 2022 par rapport à l'édition du mois de juillet 2022. Ce maintien intervient malgré un contexte marqué par (i) la diminution du soutien budgétaire lié aux effets de la pandémie en vue de ralentir la flambée des prix (ii) le resserrement des politiques monétaires et son impact sur les conditions financières mondiales (iii) la poursuite du conflit armé en Ukraine et, (iv) la persistance de certains foyers de la pandémie de la COVID-19, en particulier en Chine.

Ces prévisions restent toutefois entourées par des risques baissiers liés notamment (i) à la persistance de l'inflation provenant de nouveaux chocs sur les prix des produits alimentaires et à l'éclatement potentiel d'autres conflits géopolitiques, (ii) au mauvais calibrage des décisions de politiques monétaires liées à un resserrement excessif ou insuffisant et à leurs divergences pouvant favoriser la vigueur du dollar américain, (iii) au surendettement généralisé dans les marchés émergents vulnérables, (iv) à l'arrêt de l'approvisionnement de l'Europe en gaz, (v) à la recrudescence des alertes sanitaires mondiales, et (vi) à l'aggravation des problèmes immobiliers en Chine.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait s'établir à +2,4% en 2022 (-0,1 point par rapport à la prévision de juillet 2022) contre +5,2% en 2021. Cette légère atténuation des perspectives est tirée principalement par la croissance du PIB américain qui devrait se limiter à +1,6% en 2022 (-0,7 point / juillet) contre +5,7% en 2021, reflétant la contraction inattendue du PIB au deuxième trimestre, en lien avec la baisse de la demande et la hausse des taux d'intérêt qui pèse lourdement sur les dépenses, en particulier sur les investissements résidentiels. Par contre, la croissance de l'économie de la zone euro a été revue à la hausse à +3,1% en 2022 (+0,5 point / juillet) contre +5,2% en 2021, en raison d'une dynamique plus forte que prévue en Espagne et en Italie compte tenu de la vigueur de l'activité touristique. De son côté, la croissance économique du Japon a été maintenue au même niveau de l'édition de juillet à +1,7%, soit le même niveau enregistré en 2021.

Pour ce qui est des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait se situer à +3,7% en 2022 (+0,1 point / juillet) contre +6,6% en 2021. Cette légère amélioration reflète une prévision d'une récession moins prononcée en Russie qui devrait se limiter à -3,4% en 2022 (+2,6 points / juillet), en relation avec la résilience des exportations du pétrole brut et de la demande intérieure, le soutien accru des politiques budgétaires et monétaires et le rétablissement de la confiance dans le système financier. De même, la croissance du PIB brésilien a été rehaussée à +2,8% en 2022 (+1,1 point / juillet) contre +4,6% en 2021.

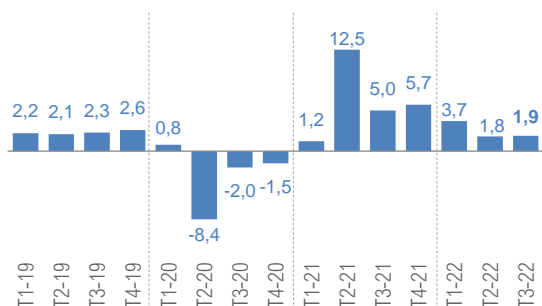
En revanche, les perspectives de croissance ont été abaissées pour les pays émergents asiatiques, notamment la Chine à +3,2% en 2022 (-0,1 point / juillet) contre +8,1% en 2021, en liaison avec la résurgence de la COVID-19 qui a impliqué des confinements dans plusieurs localités ainsi que l'aggravation de la crise du marché immobilier. De même, la croissance du PIB de l'Inde a été ramenée à +6,8% en 2022 (-0,6 point / juillet) contre +8,7% en 2021, s'expliquant par un résultat plus faible que prévu au deuxième trimestre et une demande extérieure plus modérée.

Croissance économique stable aux États-Unis ...

Au titre de la deuxième estimation du département du commerce américain, l'activité économique a enregistré une croissance de +1,9% au T3-22, en glissement annuel, contre +1,8% au T2-22. C'est ainsi que la croissance de la consommation des ménages, qui représente environ deux tiers de l'activité économique aux États-Unis, a ralenti à +2,2% contre +2,4%. De même, les investissements privés ont décéléré à +1,9% contre +7,2%, alors que les dépenses publiques ont poursuivi leur contraction de -0,3% contre -1,3%. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations se sont accélérées à +11,3% au T3-22 contre +7,3% au trimestre précédent tandis que les importations ont ralenti à +7,4% contre +11,2%.

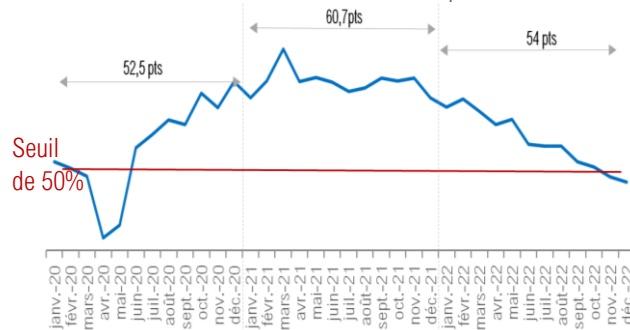
S'agissant des indicateurs avancés, ils ont reculé en décembre sous l'effet de la baisse de la demande, fragilisée par la hausse des prix et par le resserrement des conditions de financement. Ainsi, l'indice ISM s'est maintenu pour le deuxième mois consécutif en décembre (-0,6 point) dans la zone de contraction de l'activité (48,4 points). De même, l'indice ISM des services s'est contracté, pour la première fois depuis plus de deux ans et demi, de -6,9 points pour s'établir à 49,6 points. Globalement, en comparaison avec l'année 2021, l'ISM manufacturier a perdu -7,2 points pour revenir à 53,5 points et celui des services s'est replié de -6,4 points pour revenir à 56,2 points.

Produit intérieur brut USA – glissement annuel en % -



Source: United States Department of Labor

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points -



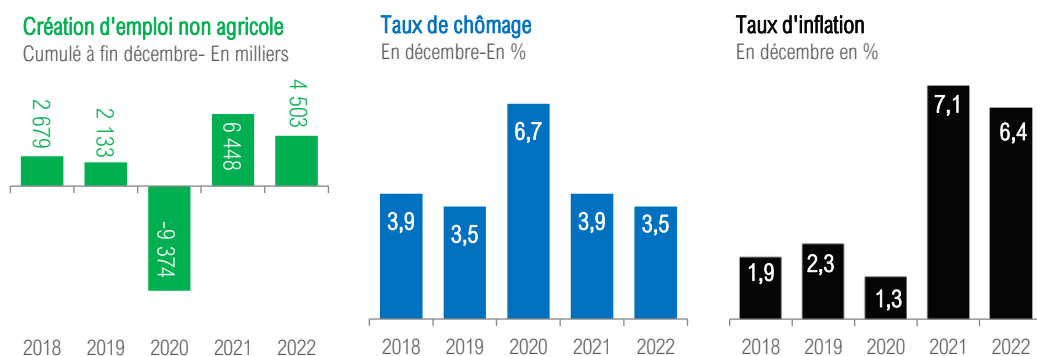
Source: Institute for Supply Management

Pour ce qui est des derniers indicateurs à haute fréquence, la production industrielle a poursuivi son ralentissement, pour le troisième mois consécutif, avec une hausse limitée à +2,5% en novembre, en glissement annuel, contre +3,3% un mois auparavant. De même, les ventes au détail ont déceléré, pour le quatrième mois d'affilé, à +6,5% contre +8,3%. De son côté, la confiance des consommateurs s'est améliorée en décembre à 59,7 points contre 59,1 points un mois auparavant.

Au niveau du marché du travail, les créations d'emplois non agricoles ont poursuivi leur ralentissement en décembre avec 223 mille postes contre 256 mille un mois auparavant, portant le nombre total des emplois créés durant l'ensemble de l'année à 4,5 millions contre 6,7 millions en 2021. Le taux de chômage a, de son côté, reculé de 0,1 point en décembre pour revenir à 3,5% contre 3,9% à fin 2021.

S'agissant du taux d'inflation, il a de nouveau ralenti en décembre pour revenir à +6,4%, en glissement annuel, son plus bas niveau depuis octobre 2021, contre +7,1% un mois auparavant. C'est ainsi que les prix des produits énergétiques ont enregistré une hausse de +7,3% alors que ceux des produits alimentaires ont augmenté de +10,4%. Hors énergie et alimentation, les prix ont progressé de +5,7%.

Emploi, Chômage et Inflation USA



Source: United States Department of Labor

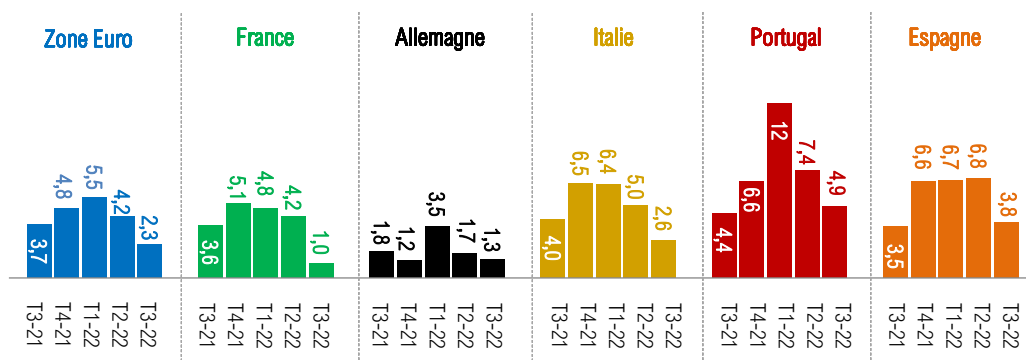
Face à une inflation persistante, la Réserve fédérale (FED) a décidé lors de sa réunion du mois de décembre de relever son taux directeur, pour la septième fois consécutive depuis le mois de mars, de 50 pbs pour le porter dans une fourchette de 4,25% à 4,5%. Globalement, et sur l'ensemble de l'année 2022, la FED a relevé son taux directeur de 425 pbs afin d'atténuer l'accélération de l'inflation et la faire converger à 2%.

Ralentissement sensible de la croissance économique de la zone euro au T3-22...

Selon les dernières estimations publiées par Eurostat, la croissance économique de la zone euro s'est limitée à +2,3%, en glissement annuel, au T3-22 contre +4,2% au T2-22. Cette évolution s'explique essentiellement par le ralentissement des dépenses de consommation des ménages à +1,7% contre +5,4% au T3-21 et, dans une moindre mesure, celles des administrations publiques (+0,4% contre +0,7%), tandis que la formation brute du capital fixe s'est accélérée (+7,4% contre +2,7%). Pour sa part, le secteur extérieur a contribué négativement à la croissance du PIB, résultat d'une hausse des importations (+10,8% contre +8,4%) plus importante que celle des exportations (+7,7% contre +7,9%).

Par pays, le ralentissement de la croissance économique a été observé au sein de toutes les grandes économies de la zone, notamment l'Allemagne (+1,3% au T3-22 contre +1,7% au T2-22), la France (+1% contre +4,2%), l'Italie (+2,6% contre +5%), l'Espagne (+3,8% contre +6,8%) et le Portugal (+4,9% contre +7,4%).

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel en % -



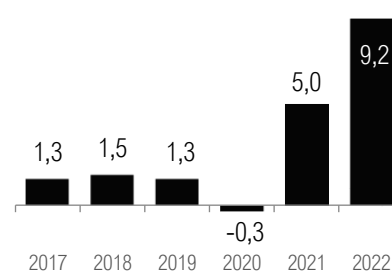
Source : Eurostat

L'évolution des indicateurs avancés reflète le maintien de l'activité en zone de contraction, pour le sixième mois consécutif et ce, malgré l'amélioration de l'indice PMI composite de 1,5 point en décembre pour s'établir à 49,3 points. Cette évolution s'explique par l'atténuation marquée des tensions sur les prix et la stabilisation relative des chaînes d'approvisionnement, conjugués à une faiblesse de la demande sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt. Par secteurs, le PMI manufacturier est demeuré en zone de contraction (47,8 points contre 47,1 points en novembre), affichant néanmoins son plus haut niveau en trois mois. De son côté, l'indice PMI des services s'est amélioré de 1,3 point, se rapprochant favorablement de la zone de croissance (49,8 points).

De son côté, l'indice ESI du sentiment économique a augmenté, pour le deuxième mois consécutif en décembre, gagnant 1,8 point par rapport au mois précédent pour s'élever à 96,3 points, s'établissant néanmoins en dessous de sa moyenne historique. Cette hausse reflète un rétablissement de la confiance des consommateurs dans la plupart des secteurs, en particulier les services et les ventes au détail. Par pays, l'ESI s'est apprécié de +2 points en Allemagne, de +1,9 point en Espagne et de +0,9 point en Italie, tandis qu'il a reculé de -1,3 point en France.

Pour sa part, l'inflation a confirmé son ralentissement, pour le deuxième mois consécutif en décembre, pour revenir à +9,2%, en glissement annuel, contre +10,1% au mois précédent. Cette évolution s'explique principalement par l'atténuation de la hausse des prix de l'énergie (+25,5% contre +34,9%). Par pays, le ralentissement du taux de l'inflation a été observé au niveau de toutes les grandes économies de la région, notamment l'Allemagne (+9,6% contre +11,3%), la France (+6,7% contre +7,1%), l'Italie (+12,3% contre +12,6%), l'Espagne (+5,6% contre +6,7%) et le Portugal (+9,8% contre +10,2%).

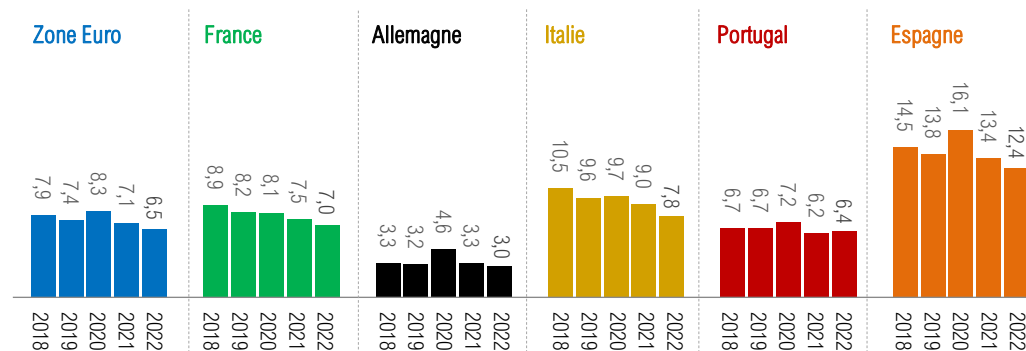
Taux d'inflation annuel Zone Euro : Déc -En % -



Source : Eurostat

Dans ce contexte, la BCE a poursuivi sa politique de resserrement monétaire en relevant, lors de sa réunion du 15 décembre ses principaux taux d'intérêts, de 50 pbs, à 2,5% pour les opérations principales de refinancement, à 2,75% pour la facilité de prêt marginal et à 2% pour la facilité de dépôt. De même, la BCE a annoncé la poursuite du réinvestissement des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme d'achats d'urgence face la pandémie au moins jusqu'à fin 2024, ainsi que la réduction de ses achats nets d'actifs au titre de son programme d'achats d'actifs (APP) de 15 MM.€ par mois en moyenne jusqu'à la fin du T2-23. Globalement, les principaux taux d'intérêts ont été augmentés de 250 pbs sur l'ensemble l'année 2022.

Taux de chômage Zone euro - Novembre en % -



Source : Eurostat

Ralentissement de la croissance en Chine

En Chine, la croissance économique a marqué un net ralentissement en passant de +8,1% en 2021 à +3% en 2022, l'une de ses plus faibles performances en quatre décennies. Cette évolution est attribuée au maintien par le gouvernement de la politique « zéro COVID » durant près de trois ans, en instaurant des restrictions de déplacements et des confinements stricts à répétitions au niveau des grandes villes. Pour ce qui est des indicateurs de conjoncture, ils font état d'une poursuite du ralentissement de la production industrielle à +1,3% en décembre, en glissement annuel, contre +2,2% un mois auparavant alors que les ventes au détail se sont repliées de -1,8% contre -5,9%. En parallèle, l'indice PMI composite s'est maintenu en zone de contraction, pour le cinquième mois consécutif, en se situant à 48,3 points en décembre.

Par ailleurs, le taux d'inflation s'est établi à +1,8% en décembre, en glissement annuel, après +1,6% en novembre. Ainsi, la banque centrale de Chine a décidé le 20 décembre de maintenir son taux directeur inchangé mais s'est engagée à mener une politique accommodante afin de soutenir l'économie, en injectant suffisamment de liquidités et en réduisant les coûts de financement pour les entreprises

Au Brésil, la croissance économique s'est accélérée à +3,6% au T3-22, en glissement annuel, après +3,2% au trimestre précédent, soutenue par une demande intérieure solide grâce à la reprise de l'emploi et aux transferts sociaux. La production industrielle a, de son côté, ralenti à +0,9% en novembre contre +1,7% le mois précédent, alors que les ventes au détail ont progressé de +1,5% contre +2,7%. De même, l'indice PMI composite s'est situé, pour le deuxième mois consécutif en décembre, en zone de contraction de l'activité (49,1 points).

Parallèlement, le taux d'inflation a ralenti, pour le cinquième mois consécutif, pour s'établir à +5,9%, en glissement annuel, en novembre contre +6,5% en octobre. Ainsi, la Banque centrale a décidé, lors de sa réunion du mois de décembre, de maintenir son taux directeur inchangé à 13,75% après l'avoir augmenté à douze reprises de 1175 pbs globalement entre mars 2021 et août 2022.

En Inde, la croissance économique a ralenti à +6,3% au T3-22, en glissement annuel, après +13,5% au trimestre précédent, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et des prix à la consommation. Pour ce qui est de la production industrielle, elle s'est accélérée à +7,1% en novembre, en glissement annuel, après -4% le mois précédent. De même, l'indice PMI composite a atteint un record en décembre de 59,4 points après 56,7 points en novembre.

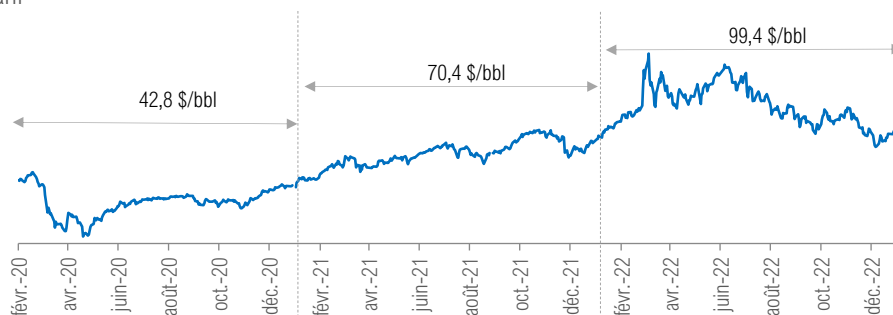
De son côté, le taux d'inflation a légèrement ralenti, pour le troisième mois consécutif, à +5,7% en décembre, en glissement annuel, après +5,9% un mois auparavant. Malgré cette orientation, la Banque centrale de l'Inde a décidé lors de sa réunion du mois de décembre de relever son taux directeur, pour la cinquième fois consécutive, de 35 pbs à 6,25%.

Poursuite de la baisse des cours des produits énergétiques en décembre...

Dans un contexte marqué par la dégradation des perspectives économiques mondiales, les cours des matières premières énergétiques ont poursuivi leur baisse en décembre pour le quatrième mois consécutif, comme en témoigne le recul de l'indice des prix y afférent de -6,2%, tandis que les cours des produits non-énergétiques se sont appréciés de +1%.

Concernant le pétrole, les prix ont de nouveau baissé en décembre (-11,3% à 80,5 \$/bbl en moyenne), revenant à leur plus bas niveau depuis le début de l'année 2022. Cette baisse s'explique, d'une part, par les craintes d'un repli de la demande mondiale du pétrole sur fond de ralentissement de la croissance économique affectée par le resserrement des politiques monétaires et, d'autre part, par l'entrée en vigueur, à partir du 5 décembre, du mécanisme instauré par les membres du G7 et l'Australie visant le plafonnement du prix à l'exportation du pétrole brut russe. En moyenne annuelle, les prix se sont établis autour de 99,4 \$/T, en hausse de +41,3% par rapport à la moyenne de 2021.

Prix du Pétrole - En \$ / baril –



Source: Bloomberg

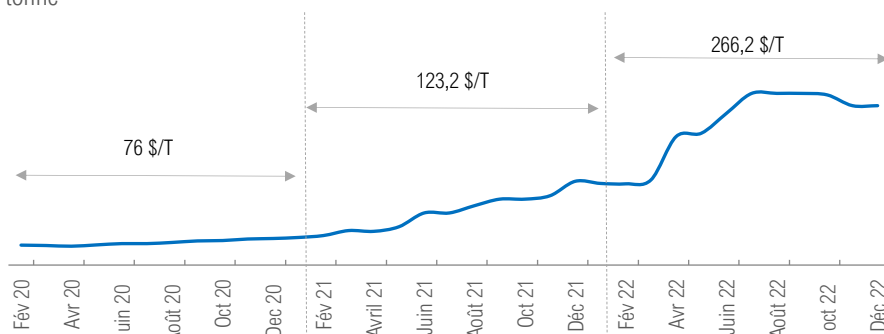
Pour leurs parts, les cours du gaz butane ont reculé, pour le deuxième mois consécutif, de -8,3% en décembre, pour s'établir en moyenne à 574,9 \$/T. Ainsi, et par rapport à la fin de l'année 2021, ce niveau de prix a affiché une baisse de -20,1%. En revanche, et en moyenne annuelle, les prix se sont établis à 737,3 \$/T en 2022, en hausse de +16,4% par rapport au niveau moyen de 2021.

De son côté, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires a poursuivi son repli entamé depuis mai 2022, affichant une baisse de -0,7% en décembre. Cette évolution reflète une dépréciation des prix du blé tendre français de -2,6% (332,8 \$/T en moyenne) et du blé tendre américain de -8,6% (386,3 \$/T), en raison de l'abondance de l'offre liées aux bonnes récoltes en cours dans l'hémisphère Sud. De même, les prix du maïs ont baissé de 5,8% à 302,3 \$/T. Contrairement, les cours du sucre ont affiché une hausse, pour le troisième mois consécutif, de +3,1% pour atteindre leur niveau le plus haut depuis février 2017 (472,2 \$/T). Cette augmentation s'explique par les préoccupations quant aux répercussions des conditions météorologiques défavorables sur les rendements agricoles en Inde, deuxième pays producteur de sucre au monde. En moyenne annuelle, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires a enregistré une hausse de +13,3% en 2022, traduisant des progressions de +24,8% pour le blé tendre français, de +36,4% pour le blé tendre américain, de +22,9% pour le maïs et de +5,5% pour le sucre.

Pour leurs parts, les prix des métaux de base se sont inscrits à la hausse en décembre, comme en témoigne l'augmentation des cours de +13,2% pour le nickel (28.947 \$/T), de +6,5% pour le zinc (3130 \$/T), de +5,5% pour le plomb (2216 \$/T), de +4% pour le cuivre (8375 \$/T) et de +2,2% pour l'aluminium (2402 \$/T).

Enfin, les cours du phosphate brut se sont stabilisés en décembre à 300 \$/T, après deux mois de baisses successives, affichant une augmentation de +69,8% par rapport à fin 2021. En moyenne, les prix se sont établis à 266,2 \$/T en 2022, en hausse de +116% par rapport à leur niveau moyen de 2021. De leur côté, les cours des dérivés du phosphate ont affiché des baisses mensuelles de -6,1% pour le DAP (6258 \$/T) et de -6,5% pour le TSP (584,4 \$/T), portant leurs replis par rapport à fin 2021 à -16,1% et -14,9% respectivement. En moyenne annuelle, les prix se sont établis à 772,2 \$/T pour le DAP et 718,2 \$/TSP en 2022, soit des hausses respectives de +28,5% et +33,4% par rapport à leur niveau moyen de 2021.

Prix du Phosphate - En \$ / tonne -



Source: Banque mondiale

Performances contrastées des principaux indices boursiers ...

Les marchés boursiers ont affiché des résultats mitigés en décembre, comme en atteste la hausse des indices boursiers européens, portés par les perspectives d'un ralentissement de la hausse des taux d'intérêt dans un contexte de baisse de l'inflation aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Ainsi, les marchés boursiers européens ont affiché une bonne performance, comme en témoigne la hausse de +1,2% de l'indice de référence EuroStoxx50, ramenant sa baisse depuis fin 2021 à -7,5%. Ce résultat reflète des augmentations au niveau des principaux indices européens, notamment le CAC 40 Paris (+0,7%), le GDAXI Allemagne (+0,7%), l'IBEX Madrid (+1,6%), tandis que le FTSE MIB Milan s'est stabilisé, ramenant ainsi leurs évolutions annuelles respectives à -5,7%, -9,1%, -3,5% et -9,6%.

Pour leurs parts, les indices boursiers américains NASDAQ et S&P⁵⁰⁰ se sont repliés de -1,2% et -0,1% respectivement en décembre, portant leurs reculs par rapport à fin 2021 à -30% et -16,3%.

Parallèlement, l'indice boursier émergent MSCI-EM a progressé en décembre de +4,6% par rapport au mois précédent, ramenant son repli observé depuis le début de l'année à -21,2%.

CONTEXTE NATIONAL :

Poursuite du ralentissement de la croissance économique au T3-22

Selon les derniers résultats des comptes nationaux trimestriels publiés par le HCP, la croissance économique a ralenti à +1,6% au cours du T3-22 contre +8,7% au T3-21, reflétant un net repli de la valeur ajoutée agricole et une relative normalisation de la croissance des activités non agricoles après la forte reprise constatée en 2021.

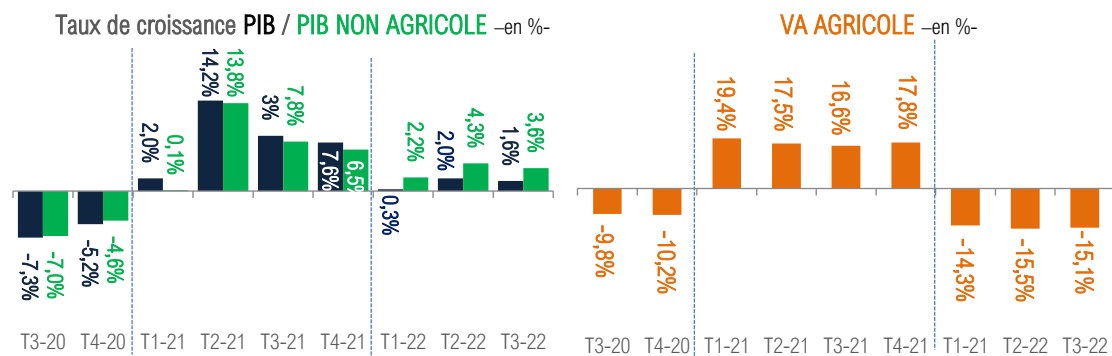
Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est contractée de -16,2% au T3-22 contre un accroissement de +14,3% au même trimestre de l'année précédente. Ce repli s'explique, aussi bien, par le recul de la valeur ajoutée agricole de -15,1% contre +16,5% que par la sensible baisse de la valeur ajoutée du secteur de la pêche de -33,2% contre -20,1%.

Pour sa part, la valeur ajoutée du secteur secondaire a nettement ralenti à +0,4% au T3-22 contre +5,1% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'un côté, un repli de la valeur ajoutée des secteurs de l'industrie d'extraction (-10,4% contre +2,8%), de la construction (-2,5% contre +14,2%) et de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets (-0,1% contre +3,8%) et, de l'autre, une progression de l'industrie de transformation de +2,8% contre +2,5%.

De son côté, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a maintenu son dynamisme en affichant une croissance de +5,7% au T3-22 contre +8,9% au T3-21. Cette performance a été portée par la poursuite du redressement des activités de l'hébergement et restauration (+50,1% contre +72,5%) et des transports et entreposage (+5,5% contre +33,8%). Par ailleurs, des accélérations ont été enregistrées au niveau des services financiers et assurances (+6,5% contre +5,5%), des services rendus par l'administration (+4,5% contre +4%) et de l'information et communication (+1,4% contre +0,4%). Pour leurs parts, d'autres secteurs ont affiché un ralentissement à l'instar du secteur du commerce et réparation véhicules (+1,4% contre +7,6%), celui des services immobiliers (+1% contre +3,2%) et, dans une moindre mesure, des services de l'éducation et de la santé et de l'action sociale (+3,1% contre +3,2%).

Sur la base de ces résultats, la croissance de la valeur ajoutée non agricole est revenue à +3,6% au T3-22 contre +7,4% au T3-21. Malgré ce ralentissement, cette croissance demeure supérieure aux niveaux enregistrés durant la même période d'avant la crise sanitaire, soit +3,3% en moyenne sur la période 2015-2019.

Ainsi, compte tenu de la hausse du poste impôts nets des subventions de +3,7% au T3-22 contre +10,7% au T3-21, la croissance du PIB non agricole s'est établie à +3,6% contre +7,8% un an auparavant. Pour sa part, et compte tenue d'une accélération de +6% du niveau général des prix contre +5,1% durant le même trimestre un an auparavant, la croissance du PIB nominal a été portée à +7,6% contre +13,8% au T3-21.



Source : Haut-Commissariat au Plan

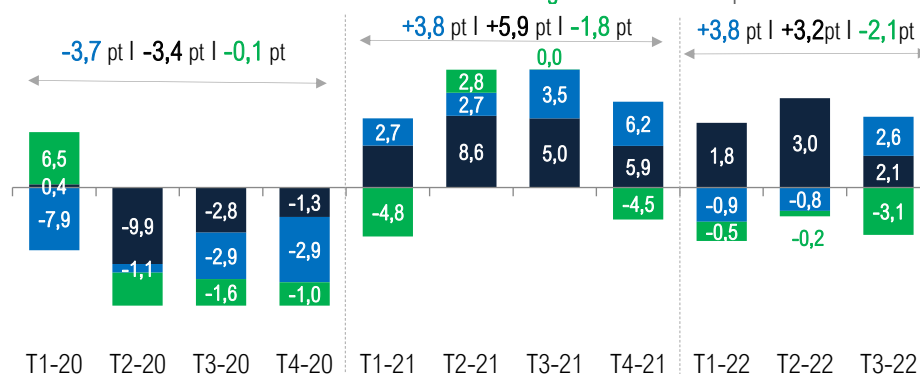
Sensible ralentissement de la contribution de la demande intérieure à la croissance économique ...

La demande intérieure a affiché une croissance de +4,3% au T3-22 à contre +8% au même trimestre un an auparavant, soit une contribution à la croissance du PIB de +4,7 points contre +8,7 points. Par composante, la croissance ressort à +2,4% contre +6,4% pour la consommation des ménages, à +8,4% contre +13% pour l'investissement brut et à +4,1% contre +5,7% pour la consommation des administrations publiques, enregistrant ainsi des contributions à la croissance respectives de +1,4 point, +2,6 points et +0,8 point.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique...

Compte tenu d'une hausse des exportations (+23,2% contre +19,5%) moins importante que celle des importations (+25,8% contre +15,1%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -3,1 points contre une contribution nulle au même trimestre de l'année précédente.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points de croissance -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Campagne agricole 2021/22 : Forte baisse de la production céréalière et bonnes performances pour des cultures printanières

Compte tenu de la rareté des précipitations ayant concerné en particulier le début de la campagne agricole 2021/22, la production céréalière s'est limitée à 34 M.Qx, dont 18,9 M.Qx de blé tendre, 8,1 M.Qx de blé dur et 7 M.Qx d'orge, en baisse de -67% par rapport à la campagne 2020/21 qui avait enregistré un record de production de 103 M.Qx. Tenant compte d'une superficie emblavée de 3,6 M.ha, le rendement céréalière moyen a fortement baissé pour ressortir à 9,4 Qx/ha contre 23,7 Qx/ha enregistré lors de la campagne précédente.

Au niveau du secteur non céréalière, la production a augmenté de +14% pour les agrumes et de +21% pour les olives. Ainsi, durant la campagne d'exportation allant du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, le volume des ventes des agrumes a enregistré une croissance de +40% et celui des produits maraîchers de +13%, en particulier les tomates (+19%) et les fruits rouges (+18%). S'agissant de la récolte de dattes, elle devrait connaître une chute de -30% pour revenir à 105 mille tonnes.

Par ailleurs, le secteur de l'élevage a bénéficié de l'appui apporté aux éleveurs, à travers le plan d'urgence de 10 MM.DH mis en œuvre par le gouvernement afin de limiter l'impact du retard des précipitations en début de campagne, et de l'amélioration des parcours et des ressources fourragères suite aux pluies des mois de mars et d'avril.

Campagne agricole 2022/23 : Impact positif des dernières précipitations

Les précipitations enregistrées au début du mois de décembre dans plusieurs zones du Royaume auront un impact positif sur la campagne agricole 2022/23, notamment les cultures d'automne, les arbres fruitiers et les cultures fourragères. Ces précipitations ont permis également l'amélioration des réserves hydriques dans les principaux grands barrages du Royaume qui ont avoisiné 5,1 MM.m³ au 17 janvier 2023 contre 3,8 MM.m³ au 4 décembre 2022. Ainsi, le taux de remplissage des barrages a atteint 31,4% au 4 janvier 2023 après 23,7% au 4 décembre 2022.

Par ailleurs et en vue de favoriser le bon déroulement de la campagne agricole 2022/23, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures et incitations agricoles qui portent notamment sur :

- La mobilisation de 1,1 M.Qx de semences sélectionnées au titre des trois principales céréales ;
- La mise à la disposition des agriculteurs de 500.000 tonnes d'engrais phosphatés à des prix similaires à ceux de la campagne précédente ;
- L'élargissement de la surface agricole assurée de 200.000 hectares, en application des objectifs du programme Génération Green qui vise à atteindre une superficie de 2,5 millions d'hectares d'ici 2030 ;
- L'instauration d'une assurance agricole multirisque climatique qui devrait couvrir une superficie d'environ de 1,2 million d'hectares pour les céréales, les légumineuses et les cultures oléagineuses et près de 50.000 hectares pour les arbres fruitiers ;
- L'octroi d'incitations d'un montant global avoisinant 3,7 MM.DH en 2023 pour un investissement global de 7,4 MM.DH le cadre du Fonds de Développement Agricole (FDA) et de la stratégie Génération Green.

DIGITALISATION DES SERVICES AGRICOLES

Dans le cadre de la stratégie « Génération Green », qui vise la connexion de 2 millions d'agriculteurs et d'utilisateurs à l'horizon 2030, il a été procédé à la signature de 6 conventions de partenariat entre le Pôle Digital de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Observatoire de la Sécheresse et d'autres partenaires stratégiques :

1- L'Institut National de la Recherche Agronomique : Facilitation des travaux de recherche-développement et des services d'innovation et de transfert de technologies dans les domaines de la digitalisation du secteur agricole marocain et de suivi de la sécheresse, notamment à travers l'échange et la mise à disposition de données, de plateformes et de ressources humaines et matérielles.

2- L'Office National du Conseil Agricole (ONCA) : Mise en place des mécanismes d'exploitation des stations météorologiques de l'ONCA et de valorisation de leurs données au profit des plateformes du Conseil Agricole, de l'Observatoire de Sécheresse et des programmes de Recherche-Développement du Pôle Digital.

3-4 L'Association Agricole Innovation Meknès (AGRINOVA) et TECHNOPARK : Définition des modalités et des conditions de collaboration dans les domaines de l'agriculture digitale et l'agriculture 4.0 et mise en place des mécanismes nécessaires pour faciliter la connexion entre les start-up et les composantes clés du département de l'Agriculture.

5- La Société ABA TECHNOLOGY : Définition du cadre d'entente mutuelle des parties ainsi que des principes de leur partenariat, et plus généralement formalisation des engagements mutuels, notamment dans le domaine de l'agriculture 4.0.

6- L'Université Euromed de Fès (UEMF) : Cette convention a pour objectif de définir les modalités de collaboration entre les deux parties dans des domaines d'intérêt commun, notamment, en matière de formation, de recherche scientifique et technique, de partage d'informations et de savoir-faire.

Résultats globalement positifs des activités non agricoles

Au cours de l'année 2022, la confirmation de la reprise est perceptible en particulier au niveau des activités tertiaires, notamment le tourisme et le transport, en liaison avec le rétablissement de la situation sanitaire et la réouverture des frontières. Par ailleurs, l'évolution des autres indicateurs de conjoncture laisse apparaître des résultats mitigés.

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a enregistré une hausse de +13,4% en 2022 après +2,8% un an auparavant. Cette bonne performance recouvre, d'une part, des progressions des captures du poisson pélagique (+17,3%) et des crustacés et coquillages (+3,4%) et, d'autre part, des baisses au niveau des algues (-42,2%) et des céphalopodes (-12,3%). De même, la valorisation des captures s'est améliorée de +6,5% contre +39,5%, tirée principalement par les hausses des valeurs des crustacés et coquillages (+18,1%), du poisson pélagique (+24,1%) et du poisson blanc (+7,7%).

Suite à la baisse des captures des céphalopodes en raison particulièrement du recul de 60% des disponibilités maritimes de poulpe dans le sud du pays, le département de la Pêche maritime a annoncé la prolongation de l'arrêt de la pêche au poulpe jusqu'au 15 décembre 2022 dans tout le Royaume.

Secteur minier : La production de phosphates a poursuivi sa tendance baissière à fin novembre 2022, en reculant de -17,9% après +1,8% un an auparavant. De même, la production des dérivés de phosphates s'est repliée de -4,1% après -2,6%. Cette évolution résulte du repli de la production de l'acide phosphorique (-9,3% contre -0,1%) et, dans une moindre mesure, de celle des engrais naturel et chimiques (-0,6% contre -4,2%).

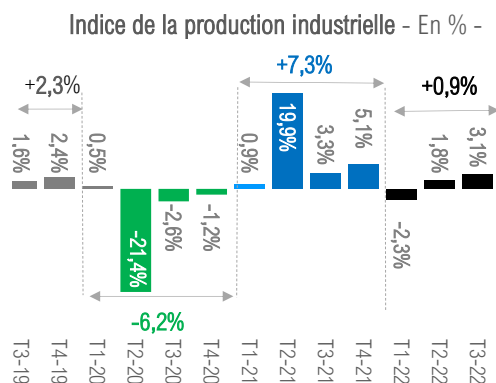
SIGNATURE DE MEMORANDUMS D'ENTENTE ENTRE L'OCP ET L'INDE...

Le groupe OCP a signé des Mémoires d'Entente avec les plus importants producteurs d'engrais indien en vue de leur fournir jusqu'à **1,7 M.t d'engrais phosphatés** pour la prochaine saison agricole. L'objectif de ce partenariat est de mener des initiatives communes de recherche et développement et de promouvoir ensemble des solutions de fertilisation innovantes. La finalité étant de proposer des engrais sur-mesure qui répondent aux besoins spécifiques des agriculteurs indiens.

Rappelons que le groupe OCP a lancé récemment un nouveau **programme d'investissement vert** d'un montant de 130 MM.DH sur la période 2023-2027 et dont les objectifs sont : le développement de la capacité de production d'OCP et la neutralité carbone avant 2040 à travers les énergies renouvelables et la production d'eau non conventionnelle. Ce programme, qui permettra de consolider la position mondiale de l'OCP, prévoit ainsi la réalisation d'un taux d'intégration local de 70%, l'accompagnement de 600 entreprises industrielles marocaines et la création de 25.000 emplois directs et indirects.

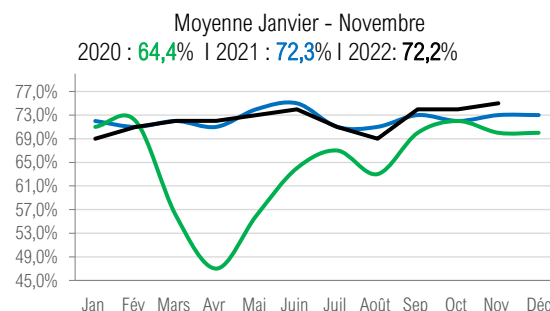
Secteur industriel : L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré une hausse de +3,1% au T3-22 contre +3,3% au T3-21. Cette évolution est portée essentiellement par « l'industrie du cuir et de la chaussure » (+25,4%), « l'industrie pharmaceutique » (+23,4%), « l'imprimerie et la reproduction d'enregistrements » (+23,2%), « l'industrie automobile » (+21,7%) et « la fabrication de produits métalliques » (+15,5%). En revanche, des contre-performances ont été enregistrées au niveau de « l'industrie du papier et du carton » (-14,9%), de « la fabrication d'équipements électriques » (-13,2%), de « la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (-11,3%), de « la fabrication de machines et équipements » (-7,5%) et de « la fabrication de textiles » (-0,7%).

De son côté, et en moyenne des onze premiers mois de l'année 2022, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) s'est quasiment stabilisé à 72,2%. Dans cette évolution, des hausses ont été enregistrées au niveau des TUC des « industries mécaniques et métallurgiques » (+3,7 points), des « industries électrique et électronique » (+6,1 points) et des « industries du textile et cuir » (+7,6 points). En revanche, des baisses ont été relevées au niveau des TUC des « industries agroalimentaires » (-2,3 points) et des « industries chimique et parachimique » (-1,7 point).



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Bank Al-Maghrib

Secteur énergétique : A fin novembre 2022, la production locale d'électricité a affiché une hausse de +1,5% contre +6,3% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, les progressions de +19,2% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) et de +4,9% de la production des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et, d'autre part, un repli de -4,2% de la production concessionnelle.

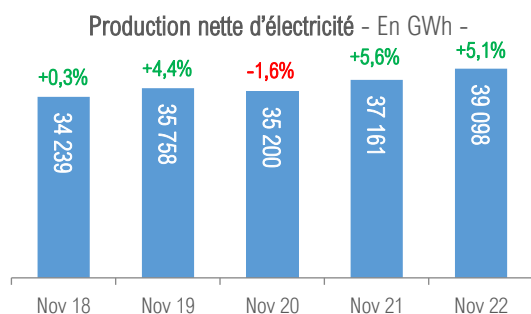
De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +1303 Gwh contre un solde négatif de -92 Gwh, résultat de l'augmentation de +170% des importations et du repli de -40,5% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a enregistré une hausse de +5,2% à fin novembre 2022 contre +5,6% un an auparavant.

Par ailleurs, la consommation d'électricité a progressé de +5,1% après +5,4% un an auparavant. Cette augmentation trouve son origine dans les améliorations de la consommation d'électricité à moyenne tension (+6,5%), de la consommation des régions (+4%), de la consommation d'électricité à très haute et haute tension (+11,1%) et de la consommation résidentielle (+4%).

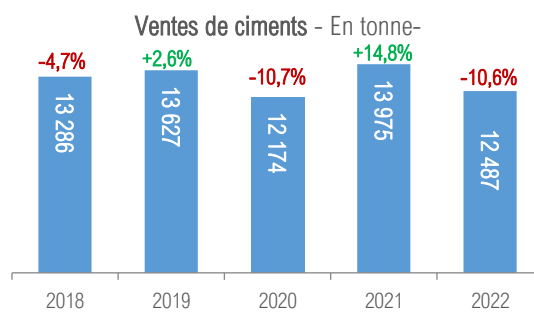
BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une baisse de -25% durant le mois de décembre, portant leur repli à -10,6% au cours de l'année 2022 contre +14,8% en 2021. Cette baisse, alimentée par la flambée des prix des matériaux de construction, s'explique par les contre-performances des ventes au niveau des segments de la distribution (-14,8%), du bâtiment (-12,7%) et du préfabriqué (-8,3%). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau de l'infrastructure (+5,1%) et du béton prêt à l'emploi (+0,3%).

Par ailleurs, l'additionnel des crédits immobiliers s'est établi à +5,7 MM.DH ou +2% au cours des onze premiers mois de l'année 2022, soit le même niveau affiché durant la même période de l'année précédente. Dans cette évolution, les crédits alloués à l'habitat ont progressé de près de +6 MM.DH ou +2,6% alors que les financements alloués à la promotion immobilière ont diminué de -3,3 MM.DH ou -5,9%.

Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 13.164 à fin novembre 2022, en recul de -23,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Dans cette évolution, le nombre de bénéficiaires du FOGARIM a affiché une baisse de -26,4% à 7.137 ménages et celui du FOGALOGUE de -20,2% à 6.027 bénéficiaires. De leur côté, les montants accordés ont chuté de -27,2% pour revenir à 1.167 M.DH pour le FOGARIM et de -12,7% à 1.925 M.DH pour le FOGALOGUE. Depuis sa création, 272.850 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 52,2 MM.DH.



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Tourisme : L'activité touristique a poursuivi sur son élan de croissance et ce après l'ouverture des frontières aérienne en février 2022 et la levée quasiment de l'ensemble des restrictions liées aux voyages. Elle a également été soutenue par les différentes mesures mises en place par le Gouvernement pour la redynamisation et la relance du secteur, notamment le plan d'urgence d'un montant de 2 MM.DH pour remédier aux effets de la crise sanitaire et les programmes de promotion de la destination « Maroc ».

Ainsi, les arrivées aux postes frontières ont atteint 10,9 millions en 2022, en hausse de +193% par rapport à l'année 2021, soit un taux de récupération de 84% par rapport à la situation d'avant crise sachant que le taux de récupération sur le plan mondial ne dépasse pas 65%. De leur côté, les nuitées dans les établissements classés se sont renforcées de près de +100% pour s'établir à 18,4 millions. Dans cette évolution, les nuitées du tourisme interne se sont raffermies de +23% pour ressortir à 7,9 millions, soit un taux de récupération de 101% par rapport à l'année 2019.

Transport : Au niveau du trafic aérien, les aéroports nationaux ont accueilli 2,1 millions de passagers au cours du mois de décembre 2022 à travers 17.072 mouvements aéroportuaires, soit des taux de récupération respectifs de 104% et 99% par rapport à 2019. Durant l'année 2022, le volume du trafic commercial a atteint 20,6 millions de passagers et 174.820 vols, ce qui correspond à des taux de récupération de 82% et 83% respectivement.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

	2019	2022	Taux de récupération
MOHAMMED V	10 313 365	7 637 643	74%
MARRAKECH	6 399 145	4 903 681	77%
AGADIR	2 009 040	1 774 605	88%
FES - SAISS	1 418 950	1 319 192	93%
TANGER	1 356 664	1 432 175	106%
RABAT-SALE	1 101 117	873 305	79%
NADOR	773 472	836 742	108%
OIJDA	702 004	855 911	122%
DAKHLA	256 975	222 480	87%
TOTAL	25 075 677	20 592 350	82%

Source : Office National des Aéroports

S'agissant du trafic portuaire géré par l'ANP, il a enregistré une baisse de -4,2% à fin 2022 contre -1,6% un an auparavant. C'est ainsi que les exportations ont enregistré un repli de -18,5% alors que les importations se sont accrues de +2,4%. Le cabotage à l'export a, de son côté, augmenté de +37,2% et celui à l'import de +27,2%.

BILAN DE L'ACTIVITE DU PORT TANGER MED EN 2022

En 2022, le complexe portuaire Tanger Med a enregistré une bonne performance et a préservé ainsi son leadership méditerranéen et africain. Cette évolution s'explique principalement par la montée en productivité des terminaux à conteneurs pour l'accueil et le traitement des navires méga-ships, ainsi que par la reprise des traversées pour le trafic des passagers Maroc-Espagne spécialement durant la campagne Marhaba 2022.

Ainsi, ce complexe a traité en 2022 **un volume global** de 107.822.662 tonnes, en progression de 6% par rapport à 2021. Ce trafic représente environ 54% de l'ensemble du tonnage portuaire réalisé au Royaume du Maroc.

Pour ce qui est du **trafic conteneurs**, 7.596.845 conteneurs EVP (équivalent vingt pieds) ont été manutentionnés au sein du complexe portuaire Tanger Med en 2022, soit une progression de +6% par rapport à 2021.

S'agissant du **trafic rouliers**, le complexe portuaire a traité 459.091 camions TIR en 2022, en croissance de 13% par rapport à 2021. Cette bonne dynamique des exportations nationales a été portée principalement par les secteurs de l'industrie et de l'agroalimentaire avec des croissances respectives de +22% et +11%.

En parallèle, 478.589 **véhicules neufs** ont été manutentionnés sur les deux terminaux à véhicules du complexe portuaire, en croissance de +11% par rapport à l'année 2021. Le trafic inclut principalement 295.393 véhicules produits par les usines Renault de Melloussa et de SOMACA et 124.112 véhicules produits par l'usine Stellantis de Kénitra.

De son côté, le **trafic du vrac liquide** a connu une croissance de +6% par rapport à l'année 2021, soit un volume global de 9.260.711 tonnes d'hydrocarbures manutentionnés. Le trafic du vrac solide a, pour sa part, enregistré un total de 404.007 tonnes traitées, en croissance de +18% par rapport à l'année dernière, principalement grâce au trafic des bobines de tôles et des céréales.

Quant au **trafic des passagers**, il a repris pleinement en 2022 après les restrictions sanitaires liées au Covid-19 en 2020 et 2021 avec un cumul de 2.071.504 passagers ayant transité par le complexe portuaire Tanger Med.

Enfin et au niveau du **trafic maritime**, un total de 14.404 navires ont accosté au complexe portuaire Tanger Med, en croissance de +32% par rapport à 2021, dont 961 méga-ships (taille supérieure à 290 mètres).

ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL...

Au terme des onze premiers mois de l'année 2022, la situation des échanges extérieurs a fait ressortir une hausse de +104,1 MM.DH ou +56,9% du déficit commercial pour atteindre 287 MM.DH. Cette évolution s'explique par une hausse des importations (+201,1 MM.DH ou +42,3%) plus importante que celle des exportations (+97 MM.DH ou +33,1%), ramenant ainsi le taux de couverture à 57,6% à fin novembre 2022 contre 61,5% à fin novembre 2021.

Bonne performance des exportations des MMM ...

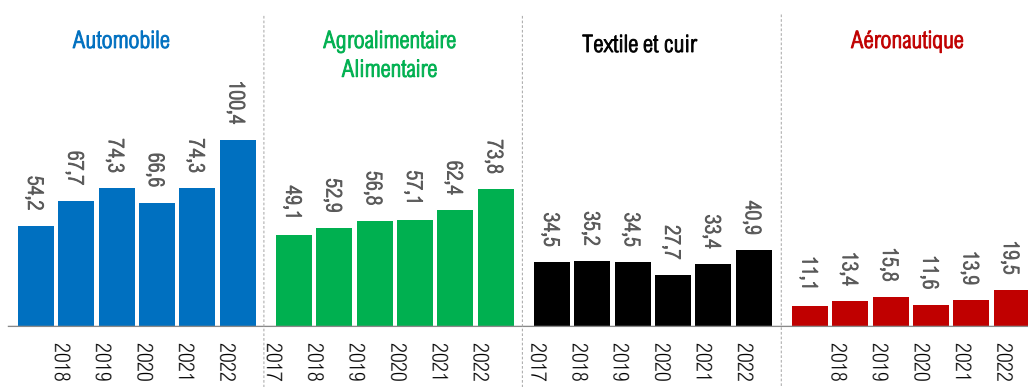
A fin novembre 2022, les exportations ont poursuivi leur hausse pour atteindre 389,8 MM.DH, soutenues par la bonne performance de la totalité des secteurs, notamment, les phosphates et dérivés, l'automobile et l'agriculture et agroalimentaire.

En effet, les ventes de phosphates et dérivés ont affiché une croissance vigoureuse de +38,3 MM.DH ou +54,8%, induite exclusivement par un effet prix. La valeur des exportations a ainsi augmenté de +55,9% pour le phosphate brut, de +68,1% pour les engrais naturels et chimiques et de +21,6% pour l'acide phosphorique, au moment où les ventes en volume ont reculé de -44,4%, -11,1% et -21,5% respectivement.

Hors OCP, les exportations se sont accrues de +58,8 MM.DH ou +26,4% pour s'établir à 281,7 MM.DH. C'est ainsi que les expéditions du secteur automobile se sont renforcées de +26 MM.DH ou +35% pour atteindre un record de 100,4 MM.DH, suite à une hausse dans tous les segments, notamment la construction (+46,2%) et le câblage (+27,6%). En parallèle, les ventes du secteur du textile et cuir se sont raffermies de +7,4 MM.DH ou +22,2%, en raison de la bonne tenue des ventes de ses principaux segments à savoir, les vêtements confectionnés (+23,2%), les articles de bonneterie (+14,4%) et les chaussures (+33,2%).

De leur côté, les exportations du secteur aéronautique ont progressé de +5,6 MM.DH ou +39,8%, en liaison notamment avec la hausse dans les segments de l'assemblage (+42,2%) et du système d'interconnexion de câblage électrique (EWIS) (+35,2%). Quant aux ventes du secteur de l'électronique et l'électricité, elles se sont consolidées de +4,6 MM.DH ou +38,3%, soutenues principalement par les exportations des composants électroniques (+2,4 MM.DH ou +64,9%) et des fils et câbles (+1,7 MM.DH ou +36,5%). Enfin, le secteur de l'agriculture et l'agro-alimentaire a connu une hausse de +11,4 MM.DH ou +18,3%, soutenue principalement par l'industrie alimentaire (+21,8%) et l'agriculture, sylviculture et chasse (+13,7%).

Exportations des MMM à fin octobre -En MM.DH



Source : Office des Changes

Sensible hausse de la facture énergétique...

En ce qui concerne les importations, elles ont poursuivi leur hausse pour atteindre 676,8 MM.DH à fin novembre 2022 contre 475,7 MM.DH un an auparavant, en liaison avec l'augmentation des achats de l'ensemble des groupes de produits. En effet, la facture énergétique s'est appréciée de +74,4 MM.DH ou +110% suite essentiellement à l'accroissement des achats de gas-oils et fuel-oils (+121,9%) et ce, sous l'effet de la hausse des prix qui ont plus que doublé alors que les quantités n'ont progressé que de +9,6%.

De même, la facture alimentaire s'est renchérie de +26,3 MM.DH ou +48,8%, en lien avec une sensible hausse des approvisionnements en blé (+95,9%), sous l'effet d'une hausse simultanée des prix (+44,5%) et des volumes (+35,6%). Les achats de l'orge ont enregistré également une augmentation importante de 168%.

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont progressé de +100,5 MM.DH ou +28.3% pour se situer à 455,1 MM.DH. C'est ainsi que les achats de demi-produits se sont accrus de +51,3 MM.DH ou +49,1%, portés notamment par les importations d'Ammoniac (+206%). De même, les acquisitions de biens d'équipement se sont accrues de +23,2 MM.DH ou +20,8%, suite principalement à la hausse des achats de parties d'avions et d'autres véhicules aériens (+60,4%), des moteurs à pistons (+35%) et des fils et câbles (+39,8%).

Parallèlement, les importations de produits bruts ont progressé de +14,4 MM.DH ou +54,1%, tirées notamment par les achats de sulfures bruts et non raffinés (+86,7%). Quant aux importations de biens de consommation, ils ont affiché un accroissement de +11,5 MM.DH ou +10,3%, en lien notamment avec la hausse des achats des tissus et fils de fibres synthétiques et artificielles (+29,3%) et des parties et pièces pour voitures de tourisme (+26,4%).

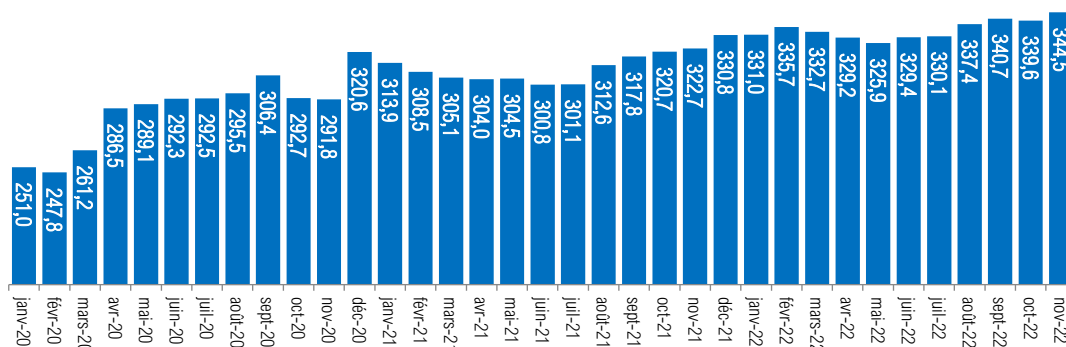
Nette amélioration des recettes voyages...

A fin novembre 2022, les recettes voyages se sont consolidées de +49,4 MM.DH ou +153,2% pour culminer à 81,7 MM.DH, en hausse de +12% par rapport à leur niveau durant la même période de 2019. De même, les transferts des MRE se sont améliorés de +12,7 MM.DH ou +14,6% pour s'établir à 99,6 MM.DH. Par ailleurs, ces deux postes n'ont permis de couvrir que 63,2% du déficit commercial contre 65,1% un an auparavant.

En ce qui concerne les flux des Investissements Directs Etrangers au Maroc, ils se sont renforcés de +7,3 MM.DH ou +45,7% suite à une hausse des recettes (+31,5%) plus importante que celle des dépenses (+10,4%). Pour leur part, les flux des Investissements directs marocains à l'étranger ont progressé de +1,1 MM.DH ou +23,9%, recouvrant des hausses de +7,1% des dépenses et de +0,7% des recettes.

Dans ce contexte, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont améliorés de +13,7 MM.DH ou +4,1% contre +2,1 MM.DH ou +0,7% pour s'établir à 344,5 MM.DH, couvrant ainsi près de 6 mois d'importations de biens et services.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH

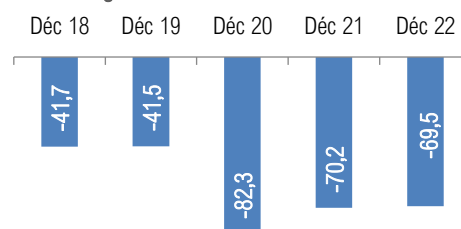


Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : ATTENUATION DU DEFICIT BUDGETAIRE

La situation des charges et ressources du Trésor a fait ressortir un déficit budgétaire de 69,5 MM.DH à fin décembre 2022 contre 70,2 MM.DH un an auparavant, marquant ainsi une légère amélioration de +760 M.DH ou +1,1%. **Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 5,1%, en amélioration par rapport aussi bien aux résultats de l'année 2021 (5,5%) qu'aux prévisions initiales de la loi de finances (5,5%).**

Déficit budgétaire – En MM.DH

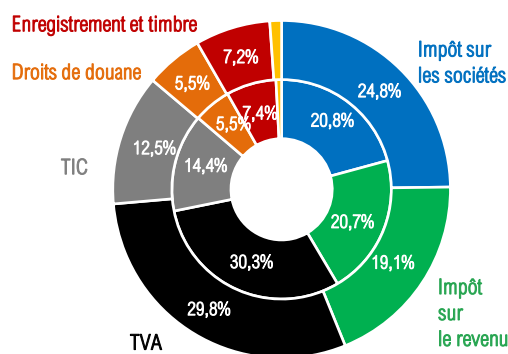


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Comportement favorable des recettes fiscales

A fin décembre 2022, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, ont atteint 304,4 MM.DH, affichant ainsi une progression de +48,2 MM.DH ou +18,8% avec un taux d'exécution de 118% par rapport à la LF-22. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont progressé de +37,3 MM.DH ou +17,4% et ce, en dépit de l'effort prononcé de remboursement des crédits de TVA, affichant ainsi un taux de réalisation de 113% par rapport à la LF-22. Cette progression a été induite par le bon comportement à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes des impôts directs se sont améliorées de +22,5 MM.DH ou +24,8% pour atteindre 113,3 MM.DH, suite essentiellement au renforcement des recettes tirées de l'IS (+17,8 MM.DH ou +40%), en relation notamment avec l'amélioration remarquable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,3 MM.DH) et des acomptes (+10,5 MM.DH). De leur côté, les recettes au titre de l'IR ont progressé de +3,6 MM.DH ou +8,1%, tirée par les recettes issues de l'IR sur salaires (+2,5 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+292 M.DH).



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects ont connu une amélioration de +10,5 MM.DH ou +11%, en liaison avec l'augmentation de +9,9 MM.DH ou +15,2% de la TVA et, dans une moindre mesure, de +645 M.DH ou +2,1% des recettes des TIC. De même, les recettes tirées des droits de douane se sont améliorées de +2 MM.DH ou +16,9%, en liaison avec la progression des importations. Parallèlement, les recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une augmentation de +2,3 MM.DH ou +14,5%.

Pour leur part, les recettes non fiscales ont affiché une amélioration de +10,9 MM.DH ou +28,9% pour atteindre 48,7 MM.DH, soit un taux de réalisation de 135,4% par rapport à la LF-22. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de +13,9 MM.DH ou +64,3% des autres recettes, qui se sont situées à 35,5 MM.DH, dont 25 MM.DH au titre des financements innovants. Pour leur part, les produits provenant des établissements et entreprises publics ont enregistré une augmentation de près de +2,4 MM.DH ou +22,7% pour s'établir à 13,1 MM.DH, dont 6,5 MM.DH versés par l'OCP, 4 MM.DH par l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie, 786 M.DH par Maroc télécom et 738 M.DH par Bank Al-Maghrib.

Forte hausse des dépenses ordinaires suite à l'expansion des dépenses de compensation

Les dépenses ordinaires ont enregistré une augmentation de +36,4 MM.DH ou +14,4% à fin 2022 et un taux d'exécution de 110,1%. Dans cette évolution, les charges au titre de la compensation ont fait ressortir une forte progression de près de +20,3 MM.DH ou +92,8% pour se situer à 42,1 MM.DH en liaison, notamment, avec l'appréciation des cours du gaz butane qui ont atteint une moyenne de 739 \$/T contre 627 \$/T en 2021. Il est à noter que ces charges comprennent 22 MM.DH pour le gaz butane, 9,3 MM.DH pour la restitution à l'importation du blé tendre et 4,4 MM.DH pour les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement en mars 2022 pour contenir le renchérissement des cours des produits énergétiques.

Pour ce qui est des dépenses des biens et services, elles ont augmenté de +14,7 MM.DH ou +7,2% pour se situer à 217,9 MM.DH. Cette évolution provient de la hausse des charges de personnel (+7,3 MM.DH ou +5,2%) et des dépenses au titre des autres biens et services (+7,4 MM.DH ou +11,7%).

S'agissant des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, elles ont affiché une hausse de +1,5 MM.DH ou +5,5% pour s'établir à 28,6 MM.DH, résultant des augmentations des charges au titre de la dette intérieure (+1,2 MM.DH ou +5,4%) et, dans une moindre mesure, de celles au titre la dette extérieure (+275 M.DH ou +5,8%).

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires en 2022 s'est traduite par un solde ordinaire positif de +15,7 MM.DH contre près de +4 MM.DH en 2021.

Hausse des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont atteint 93,8 MM.DH à fin 2022, en augmentation de +16 MM.DH ou +20,6% par rapport au niveau enregistré un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF-22, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 120%. Cette progression soutenue s'explique, notamment, par les mesures décidées par le Gouvernement pour soutenir certaines entreprises publiques dont la situation a été affectée par la forte hausse des prix des matières premières.

Amélioration de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

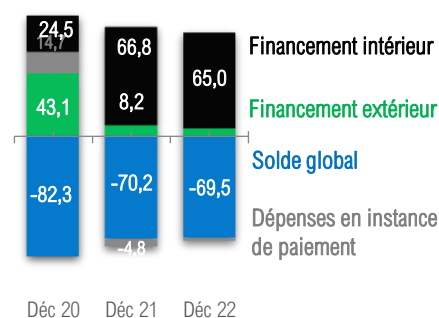
Les opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont dégagé un solde positif de +8,6 MM.DH, soit une augmentation de près de +5 MM.DH ou +141%. A ce titre, il convient de signaler que les ressources des CST tiennent compte d'un montant de 6,7 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur

les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 4 MM.DH en 2021.

Allègement du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de -1,6 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à -71,1 MM.DH, en allègement de -3,9 MM.DH ou -5,2% par rapport à fin décembre 2021. Pour le financement de ce besoin, le Trésor a eu recours principalement au marché intérieur pour un montant de 65 MM.DH et, dans une moindre mesure, au marché extérieur (6,1 MM.DH).

Besoin et sources de financement du Trésor –En MM.DH–



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

DETTE : REcul DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

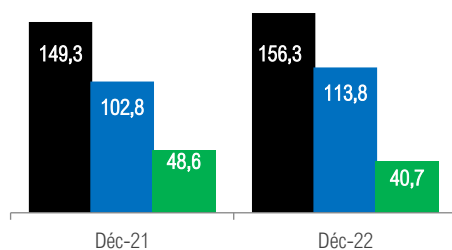
A fin décembre 2022, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 128,8 MM.DH, en baisse de -15,7 MM.DH ou -10,9% par rapport à la même période de l'année 2021. Ce recul a concerné aussi bien les maturités à long terme (-24,1 MM.DH ou -66,2% pour revenir à 12,3 MM.DH, soit 9,6% du total contre 25,2% en 2021) que les maturités à moyen terme (-9,6 MM.DH ou -25,1%, revenant ainsi à 28,6 MM.DH, soit 22,2% du total contre 26,4%). Pour leur part, les maturités à court terme ont connu une progression de +18 MM.DH ou +25,8% pour atteindre 87,9 MM.DH (68,2% du total contre 48,4%).

Compte tenu de la hausse de +11,1 MM.DH ou +10,8% des remboursements, qui ont atteint 113,8 MM.DH, et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 722,2 MM.DH à fin décembre 2022, en hausse de +40,7 MM.DH ou +6% par rapport à fin décembre 2021 contre +48,6 MM.DH ou +7,7% en 2021.

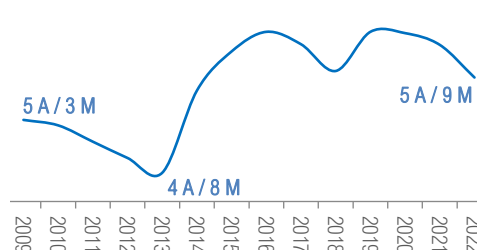
Baisse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

A fin 2022, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est établie à 5 ans et 9 mois, en baisse de 8 mois par rapport à fin 2021

Souscriptions | Remboursements | Flux –En MM.DH



Durée de vie moyenne



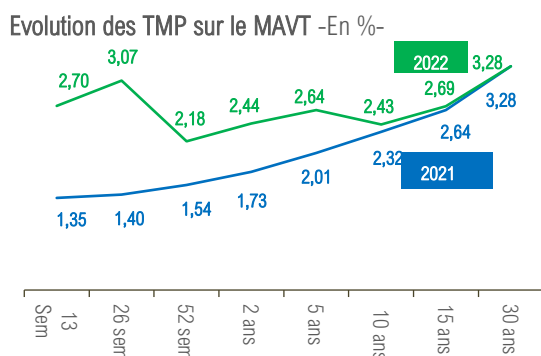
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Resserrement des conditions de financement du Trésor

Dans un contexte marqué par le durcissement des conditions de financement du Trésor, les taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT) ont continué leur tendance haussière entamée depuis le début de l'année 2022. En conséquence, les BDT ont affiché des hausses de +135 pbs en GA pour atteindre 2,7% pour les maturités de 13 semaines et de +167 pbs en GA pour atteindre 3,07% pour les maturités de 26 semaines.

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 8,6 MM.DH à fin décembre 2022 contre 21,5 MM.DH à fin décembre 2021.



Rachat et Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 sem	2 036,6	-
2 ans	1 739,3	-
5 ans	2 297,1	4 475,5
10 ans	2 532,9	3 548,3
15 ans	-	842,6
Total	8 605,9	8 866,4

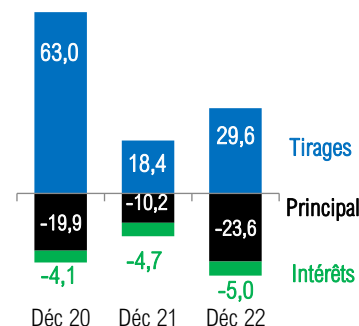
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Hausse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +6 MM.DH à fin décembre 2022 contre +8,2 MM.DH en 2021. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 29,6 MM.DH contre 18,4 MM.DH à fin décembre 2021, en hausse de +11,2 M.DH ou +60,9%, dont 9,3 MM.DH au titre de la BIRD, 4,2 MM.DH au titre de la BAD et 1,6 MM.DH au titre de l'AFD.

Pour leur part, les remboursements en principal ont connu une hausse de +13,4 M.DH ou +131,4% à fin décembre 2022, pour atteindre 23,6 MM.DH. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 229,5 MM.DH, en hausse de +25,6 MM.DH ou +12,7% par rapport à fin décembre 2021 contre près de +4 MM.DH ou +2% en 2021.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 951,7 MM.DH à fin décembre 2022, en hausse annuelle de +66,5 MM.DH ou +7,5% contre une hausse de +52,6 MM.DH ou +6,3% en 2021. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75,9% alors que la dette extérieure représente 24,1% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Progression de la masse monétaire

Au terme du mois de novembre 2022, l'agrégat M3 a enregistré une forte hausse historique de +95,2 MM.DH ou +6,1% par rapport à fin décembre 2021 contre +66,5 MM.DH ou +4,5% à la même période un an auparavant, pour s'établir à 1.656 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF)** : Accélération de son rythme de progression à +27,7 MM.DH ou +8,6% contre +18,8 MM.DH ou +6,3% un an auparavant, en particulier durant les mois d'avril et de juillet, suite à un effet saisonnier plus marqué ;
- ▲ **Monnaie scripturale** : Forte progression de +36,8 MM.DH ou +4,8% contre +19 MM.DH ou +2,6%, recouvrant une accélération du rythme de croissance des dépôts à vue auprès des banques à +28,8 MM.DH ou +4,1% contre +21,8 MM.DH ou +3,4% un an auparavant et un rebond des dépôts à vue auprès du Trésor de +8 MM.DH ou +12,3% contre -3,7 MM.DH ou -5,5% ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : Hausse de +4,1 MM.DH ou +2,4% contre +3,9 MM.DH ou +2,3% et ce, en dépit de leur faible taux de rémunération. Ceci traduit le maintien de l'attractivité de ces placements vis-à-vis des ménages au vu des avantages qu'ils présentent en termes de sécurité et de liquidité ;
- ▲ **Autres actifs monétaires** : Progression de +26,5 MM.DH ou +8,9% contre +24,8 MM.DH ou +8,4% recouvrant, d'une part, une accélération des titres OPCVM monétaires (+25,2 MM.DH ou +35,1% contre +13,4 MM.DH ou +21%) et un ralentissement des dépôts en devises (+10,7 MM.DH ou +25,5% contre +12,8 MM.DH ou +32,3%) et, de l'autre, un recul des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (-8 MM.DH ou -5,8% contre +3,7 MM.DH ou +2,7%).

La création monétaire constatée durant les onze premiers mois de l'année 2022 est imputable aux évolutions ci-dessous :

- ▲ Créances sur l'économie : +69 MM.DH ou +5,9% contre +35,3 MM.DH ou +3,1% ;
- ▲ Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale : +38,6 MM.DH ou +14,2% contre +40,4 MM.DH ou +17%. Cette évolution recouvre, d'un côté, un ralentissement de la hausse du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+22,6 MM.DH ou +10,1% contre +30,6 MM.DH ou +15,6% un an auparavant) et, de l'autre, un accroissement des créances de BAM sur l'Etat (+21 MM.DH ou +674% contre +437 M.DH ou +14%), en lien avec l'utilisation par le Trésor en novembre de la LPL pour un montant de 1,5 milliard de DTS ;
- ▲ Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents : +7,2 MM.DH ou +2,3% contre +4,9 MM.DH ou +1,6%. Pour leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) ont affiché une sensible hausse de +13,7 MM.DH ou +4,1% contre +2,1 MM.DH ou +0,7% pour s'établir à 344,5 MM.DH.

Accélération du crédit bancaire au secteur non financier...

La progression des créances sur l'économie constatée durant les onze premiers mois de l'année recouvre, d'une part, une nette accélération du crédit bancaire (+39,2 MM.DH ou +4% contre +6,9 MM.DH ou +0,7% un an auparavant) et, de l'autre, une décélération du rythme de croissance des titres (+21,5 MM.DH ou +14,9% contre +24,4 MM.DH ou +19,2%), particulièrement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui se sont contractés de -19,8 MM.DH ou -13,9% contre -19,6 MM.DH ou -14,1%, l'additionnel du crédit bancaire a plus que doublé pour s'établir à +59,1 MM.DH ou +7% contre +26,5 MM.DH ou +3,2%.

PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL :

- ▲ Secteur privé : +49,2 MM.DH ou +6,4% contre +28,6 MM.DH ou +3,9%, reflétant, d'une part, une sensible accélération des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées de +34,6 MM.DH ou +8,5% contre +13 MM.DH ou +3,3% et, de l'autre, un léger ralentissement de la progression des concours destinés aux ménages à +14,6 MM.DH ou +4% contre +15,3 MM.DH ou +4,4% ;
- ▲ SNF publiques : +6,9 MM.DH ou +15,4% contre -140 M.DH ou -0,3%.
- ▲ Autres sociétés financières : -17,1 MM.DH ou -11,9% contre -21,9 MM.DH ou -15,5%.

PAR OBJET ECONOMIQUE :

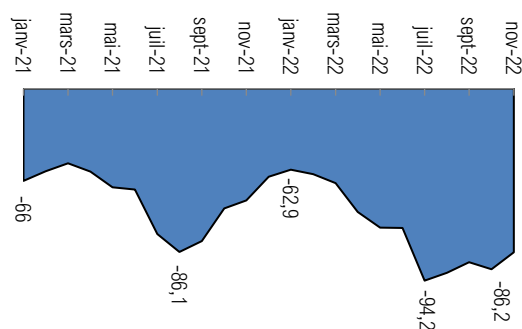
- ▲ Facilités de trésorerie : +33,7 MM.DH ou +14,9% contre +18,5 MM.DH ou +9%, traduisant principalement une accélération des concours consentis aux SNF privées (+25,8 MM.DH ou +13,5% contre +14,6 MM.DH ou +8,3%), en lien avec le relèvement en mars 2022 du plafond de garantie des produits de l'offre classique de Tamwilcom. Pour leur part, les facilités destinées aux SNF publiques ont affiché une reprise de +7,6 MM.DH ou +128,5% contre -270 M.DH ou -4,7% alors que celles octroyées aux ménages ont augmenté de +2,7 MM.DH ou +11,5% contre +1,9 MM.DH ou +9,1% ;
- ▲ Crédits à l'équipement : +8,6 MM.DH ou +5,1% contre -2,1 MM.DH ou -1,1%, recouvrant une accélération des crédits octroyés aux SNF privées (+4,6 MM.DH ou +4,6% contre +2,2 MM.DH ou +2,2%) et une reprise de ceux accordés aux SNF publiques (+3,4 MM.DH ou +11,2% contre -5,3 MM.DH ou -12,1%) ;
- ▶ Crédits immobiliers : +5,8 MM.DH ou +2%, soit la même évolution un an auparavant, recouvrant notamment (i) un ralentissement des concours alloués à l'habitat à +6 MM.DH ou +2,6% contre +9,8 MM.DH ou +4,4% (dont +2,8 MM.DH ou +17,5% au titre du financement participatif contre +4,2 MM.DH ou +37%) et (ii) une atténuation du recul des crédits destinés à la promotion immobilière à -3,3 MM.DH ou -5,9% contre -4,4 MM.DH ou -7,4% ;
- ▲ Crédits à la consommation : +2,3 MM.DH ou +4,2% contre +1,6 MM.DH ou +2,9% ;
- ▲ Créances en souffrance (CES) : +4,9 MM.DH ou +5,8% contre +4,6 MM.DH ou +5,7% un an auparavant, pour se chiffrer à 89,7 MM.DH. En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,8% en novembre contre 8,6% en décembre 2021. Cette évolution recouvre une hausse des CES des SNF privées (+3,6 MM.DH ou +7,5% contre +2 MM.DH ou +4,4%) et un ralentissement de celles des ménages (+1,2 MM.DH ou +3,4% contre +2,5 MM.DH ou +7,2%).

Allègement des besoins de trésoreries bancaires ...

Après un creusement au cours du mois d'octobre de -2 MM.DH, le déficit de liquidité s'est de nouveau allégé en novembre de 4,8 MM.DH pour atteindre 86,2 MM.DH en moyenne hebdomadaire. Cette évolution est imputable à un effet expansif induit par la consolidation des avoirs extérieurs nets qui n'a été que partiellement atténué par l'impact restrictif exercé par la hausse de la circulation fiduciaire.

Dans ce contexte et afin de maintenir l'évolution du TMP interbancaire, l'objectif opérationnel de BAM, à des niveaux proches du taux directeur, BAM a baissé le volume de ses interventions sur le marché monétaire de -3,5 MM.DH pour s'établir à 100,4 MM.DH au cours du mois de novembre.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghrib

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaire, a été servi à hauteur de :

- 44,6% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 44,8 MM.DH en moyenne du mois de novembre contre 49,2 MM.DH le mois précédent ;
- 28,8% par les opérations de pension livrée : 28,9 MM.DH en moyenne contre 30,9 MM.DH ;
- 26,5% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 26,6 MM.DH en moyenne contre 23,8 MM.DH ;
- 0,1% par les opérations de swap de change : 100 M.DH en moyenne contre 21 M.DH.

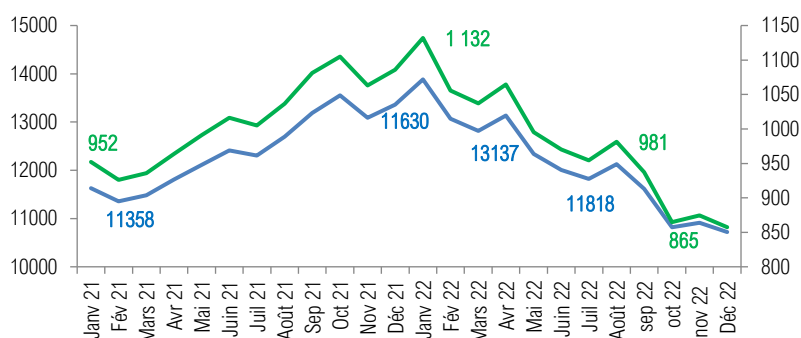
Evolution contrastée des taux d'intérêts ...

- ▶ **TMP interbancaire au jour le jour** : Alignement sur le taux directeur, relevé en septembre 2022 de 50, globalement à 2% ;
- ▼ **Taux créditeurs** : Hausse des TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois de 22 pbs et 10 pbs à fin novembre 2022 pour s'établir à 2,41% et 2,63% respectivement ;
- ▼ **Taux débiteurs** : Baisse du taux moyen global de 20 pbs au T3-22 pour s'établir à 4,24% :
 - Par objet économique, cette évolution traduit des replis des taux assortissant toutes les catégories de crédit à savoir : les prêts à l'équipement (-42 pbs à 4,14%), les facilités de trésorerie (-14 pbs à 3,97%), les crédits immobiliers (-13 pbs à 4,69%) et les crédits à la consommation (-8 pbs à 6,39%).
 - Par secteur institutionnel, le taux assortissant les crédits alloués aux SNF privées a reculé de 18 pbs pour s'établir à 4,12%, reflétant une baisse de -14 pbs pour les grandes entreprises (GA) à 3,87% et une hausse de +6 pbs pour les TPME à 4,94%. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de +17 pbs à 5,33%.

BOURSE : Résultats négatifs des indices boursiers marocains à fin 2022...

Après les bonnes performances affichées en 2021, l'activité boursière a démarré l'année 2022 sur un trend haussier suite à la publication de résultats annuels encourageants à la mi-mars. En revanche et après le déclenchement de la crise russo-ukrainienne et la diffusion du choc inflationniste au niveau international, cette tendance a été inversée cédant la place à l'incertitude qui s'est davantage accentuée suite aux annonces du relèvement du taux directeur par BAM. Ainsi, l'activité boursière a affiché une contre-performance annuelle de -19,7% et -21% respectivement au niveau de ses deux indices phares MASI et MSI 20.

Evolution du MASI et du MSI20



Source : Bourse des valeurs de Casablanca

Pour sa part, le volume global des transactions s'est contracté de -18,4 MM.DH ou -24,7% en 2022 par rapport à l'année précédente, pour se limiter à 56,3 MM.DH. Ce recul reflète une baisse des transactions effectuées aussi bien sur le marché central (-8,4 MM.DH ou -20,6%) que sur le marché de bloc (-2,6 MM.DH ou -11%) ainsi que des opérations d'apports de titres (-6,7 MM.DH ou -99,1%).

Parallèlement, la capitalisation boursière s'est repliée de -133,1 MM.DH ou -19,3 % en 2022, pour revenir à 557,6 MM.DH. Cette baisse a été observée au niveau de la globalité des secteurs, particulièrement les « télécommunications » (-31,9%), « l'industrie » (-16,8%) et les « Banques » (-16,7%).

PRIX : Accentuation de l'accélération du taux d'inflation

Les tensions géopolitiques observées depuis la fin du mois de février de l'année 2022 suite au déclenchement du conflit russo-ukrainien conjuguées à l'aggravation des perturbations des chaînes d'approvisionnement ont largement contribué à l'intensification des pressions inflationnistes d'origine externe au Maroc.

En effet, le taux d'inflation a affiché une forte augmentation pour s'établir à +6,6% en 2022, son plus haut niveau depuis 1991, contre +1,4% en 2021 et ce, compte tenu de la diffusion de l'inflation importée aux coûts de production et aux prix intérieurs. L'accélération du taux d'inflation résulte des hausses des prix des produits alimentaires de +11% au lieu de +0,8% un an auparavant et, dans une moindre mesure, des prix des produits non alimentaires de +3,9% après +1,8% un an auparavant.

L'augmentation des prix des produits alimentaires provient à hauteur de :

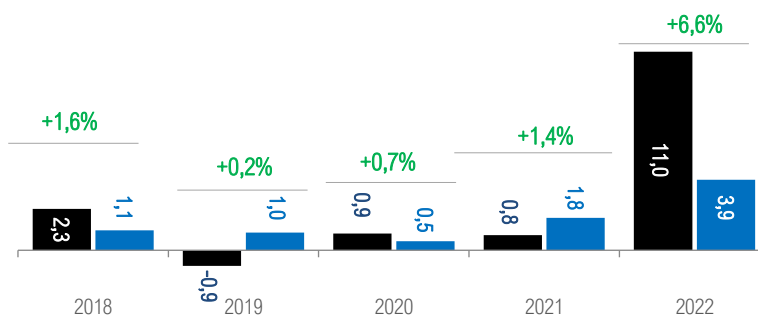
- 25,5% de la hausse de +26,3% des prix de la branche « Huiles et graisses », qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les huiles » (+27,8% avec une contribution de 22,5%) et « les huiles et graisses » (+19,1% avec une contribution de 3,2%) ;
- 23,9% de la hausse de +14,4% des prix de la branche « Pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les produits à base de céréale » (+13,4% avec une contribution de 20%) et « les céréales non transformés » (+27,2% avec une contribution de 3,91%) ;
- 14% de la hausse de +7,8% des prix de la branche « Viande », qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les volailles et lapin » (+12,9% avec une contribution de 8,7%) et « les viandes fraîches » (+4,8% avec une contribution de 5,1%).

S'agissant des prix des produits non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 52,2% de la hausse de +12,2% des prix de la branche « Transport », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires, en liaison avec l'envolée des prix de pétrole. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les dépenses de carburants et lubrifiants (+42,4% avec une contribution de 48%) ;
- 10,9% de l'augmentation de +3,5% des prix de la branche « Biens et services divers », qui représente 11,7% de l'indice des prix des produits non alimentaires.

De son côté, l'inflation sous-jacente s'est accélérée à +5,8% en 2022, en GA, contre +1,7% en 2021.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

Appréciation des prix des actifs immobiliers

Au T3-22, les prix des actifs immobiliers se sont appréciés de +1,3% par rapport au T3-21. Cette évolution recouvre des hausses de +2,3% des prix des terrains, de +0,8% des prix des actifs résidentiels et de +2,5% des prix des biens à usage professionnel.

De son côté, le volume de transactions a enregistré une progression de +44,9% au T3-22 par rapport au T3-21. Cette hausse a concerné les ventes des actifs résidentiels (+60,8%), des terrains (+19,8%) et des biens à usage professionnel (+11,4%).

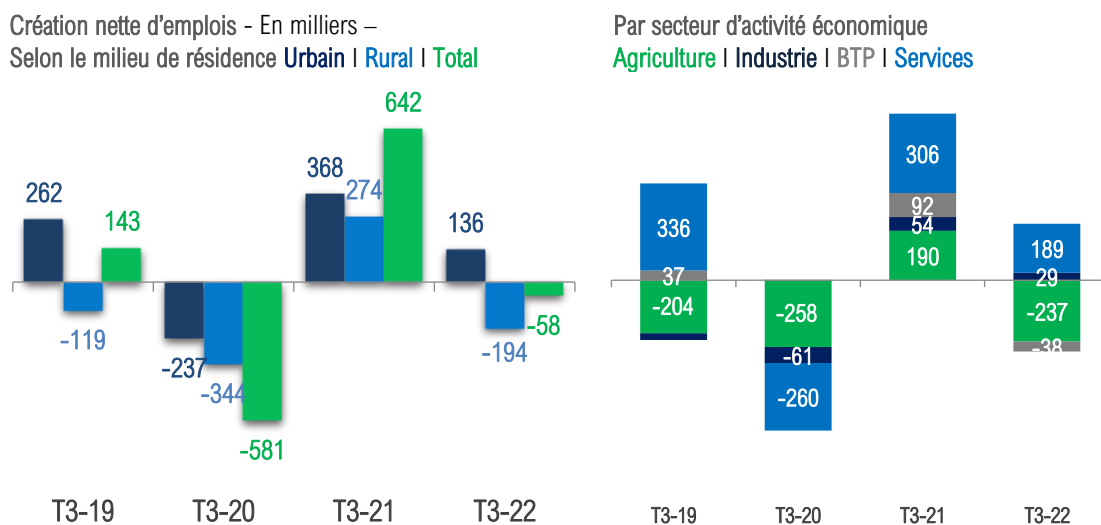
ACTIVITE ET EMPLOI : Baisse du taux de chômage...

Entre le T3-21 et le T3-22, la population active âgée de 15 ans et plus a diminué de -1% pour s'établir à 12.127 mille personne. Le taux d'activité a, ainsi, reculé de -1,1 point au niveau national pour revenir à 44%, en raison d'un repli de -2,2 points en milieu rural à 48,1% et de -0,5 point en milieu urbain à 41,9%.

S'agissant de l'emploi, l'économie nationale a perdu 58 mille postes entre le T3-21 et le T3-22, recouvrant une perte de 194 mille postes dans les campagnes et une création de 136 mille postes dans les villes. Par type d'emploi, 152 mille postes d'emploi rémunérés ont été créés, dont 134 mille en zone urbaines et 18 mille en zone rurales. L'emploi non rémunéré a, de son côté, baissé de 210 mille postes, dont un repli de 212 mille en milieu rural et une hausse de 2 mille en milieu urbain.

Au niveau sectoriel, le secteur de l'agriculture forêt et pêche a perdu 237 mille postes d'emploi, ce qui correspond à une baisse de -7% de son volume d'emploi. De même, le secteur des BTP a enregistré une perte de 38 mille postes, soit -3% de son volume d'emploi.

Par ailleurs, le secteur des services a créé 189 mille postes, soit une hausse de +4% de l'emploi dans ce secteur. Le secteur de l'industrie a, également, créé 29 mille postes, ce qui correspond à une hausse de +2% de son volume d'emploi.

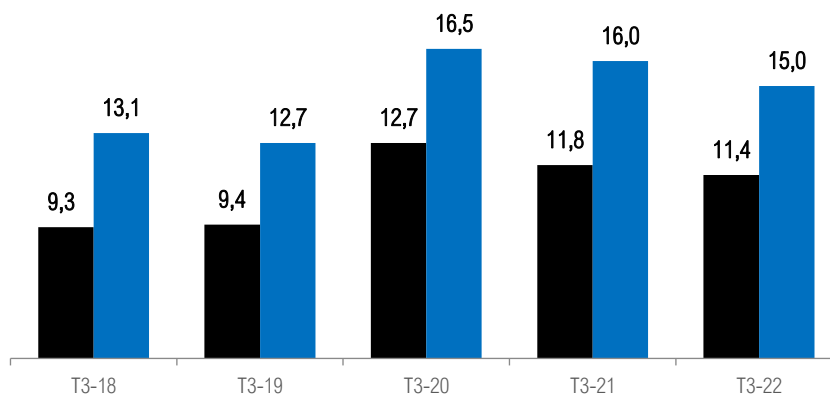


Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a baissé de 70 mille personnes entre le T3-21 et le T3-22, revenant de 1.447 mille à 1.378 mille chômeurs, soit un repli de -5%. Le taux de chômage a ainsi reculé de -0,4 point pour revenir à 11,4% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux a baissé de -1 point dans les villes pour se situer à 15%, suite à un repli du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (-1,4 point à 43,8%) et entre 25 et 34 ans (-0,8 point à 23,6%) et les diplômés (-1,3 point à 19,3%). En milieu rural, le taux de chômage est resté stable à 5,2%.

Taux de chômage : National | Urbain - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

De son côté, la population active occupée en situation de sous-emploi a reculé de -11,3% pour s'établir à 911 mille personnes. Le taux de sous-emploi s'est ainsi replié de -1 point pour revenir à 8,5% au niveau national, sous l'effet d'une baisse de -1,1 point en milieu urbain à 7,5% et de 0,9 point en milieu rural à 9,9%.

CONFIANCE DES MENAGES : Poursuite de la dégradation de la confiance des ménages

Au cours du T4-22, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) continue sa tendance baissière pour atteindre son niveau le plus bas jamais atteint depuis le début de l'enquête en 2008 pour s'établir à 46,6 points, soit une baisse de -14,6 points par rapport au T4/21. Cette dégradation découle principalement de l'anticipation de :

- 83,1% des ménages de la détérioration de leur niveau de vie au cours des 12 derniers mois. Le solde d'opinion sur l'évolution passée du niveau de vie est resté négatif à -78,0 points au T4/22 contre -55,2 points au T4/21. Cette situation devrait se poursuivre au cours des 12 prochains. Ainsi, le solde d'opinion sur l'évolution future du niveau de vie est resté négatif pour s'établir à -43,0 points au T4/22 contre -1,4 points au T4/21 ;
- 85% des ménages d'une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chômage est resté négatif à -79,6 points au T4/22 contre -77,6 points au T4/21 ;
- 79,9% des ménages d'une conjoncture moins favorable pour effectuer des achats des biens durables. Le solde d'opinion relatif à l'évolution des achats des biens durables est resté négatif à -70,3 points au T4/22 contre -62,8 points au T4/21 ;
- 57,8% des ménages de la détérioration de leur situation financière au cours des 12 derniers mois. Le solde d'opinion relatif à la situation financière au cours des 12 derniers mois est resté négatif pour atteindre -53,0 points au T4/22 contre -49,0 points au T4/21.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22	Nov.21/20		Nov. 22/21	
PECHE (Décembre)							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	1 296 528	1 332 773	1 511 267	36 245	2,8%	178 494	13,4%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	6 721 375	9 110 681	9 705 171	2 389 306	35,5%	594 490	6,5%
MINES (en 1000 tonnes)							
Phosphates	34 140	34 763	28 540	623	1,8%	- 6 223	-17,9%
Dérivés de Phosphate	17 001	16 564	15 885	-437	-2,6%	- 679	-4,1%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	27 533	29 010	30 511	1 477	5,4%	1 501	5,1%
Energie totale appelée	35 200	37 161	39 098	1 961	5,6%	1 938	5,2%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	64,4%	72,3%	72,2%	7,9	pts	-0,1	pt
B.T.P (Décembre)							
Ventes de ciment (1000 T)	12 174,5	13 974,9	12 486,7	1 800,4	14,8	-1 488,2	-10,6
TOURISME (décembre)							
Total des arrivées (en millier)	2 778	3 722	10 900	944	34,0%	7 178	192,9%
Nuitées touristiques	6 975	9 194	18 388	2 219	31,8%	9 194	100,0%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Nov 21/ Déc 20		Nov 22/ Déc 21	
Monnaie fiduciaire	301 828	319 450	347 792	18 824	6,3%	27 680	8,6%
Monnaie scripturale	693 289	737 777	803 554	19 020	2,6%	36 832	4,8%
Placements à vue	168 963	173 255	178 269	3 883	2,9%	4 114	2,4%
Autres actifs monétaires	284 256	321 128	326 315	24 765	8,4%	26 534	8,9%
Masse monétaire M3	1 448 336	1 551 610	1 655 930	66 492	4,5%	95 160	6,1%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	281 699	321 449	324 109	4 930	1,6%	7 231	2,3%
Créances sur l'économie	1 111 610	1 168 043	1 245 346	35 323	3,1%	69 039	5,9%
dont Crédits bancaires à l'économie	941 488	708 126	1 024 117	-251 928	-26,2%	39 218	4,0%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	2020	2021	2022	2021/ 20		2022/ 21	
Recettes ordinaires	229 093	256 180	304 362	27 087	11,8%	48 182	18,8%
Recettes fiscales	198 793	214 565	251 896	15 772	7,9%	37 331	17,4%
Impôt sur les sociétés	48 778	44 592	62 434	-4 186	-8,6%	17 842	40,0%
Impôt sur le revenu	40 165	44 430	48 024	4 265	10,6%	3 594	8,1%
Taxe sur la valeur ajoutée	83 405	96 062	106 595	12 657	15,2%	10 533	11,0%
Taxes intérieures à la consommation	34 318	42 749	54 750	8 431	24,6%	12 001	28,1%
Droits de douane	9 488	11 885	13 895	2 397	25,3%	2 010	16,9%
Enregistrement et timbre	13 250	15 829	18 121	2 579	19,5%	2 292	14,5%
Dépenses ordinaires	231 962	252 200	288 631	20 238	8,7%	36 430	14,4%
Personnel	133 530	140 456	147 755	6 926	5,2%	7 299	5,2%
Autres biens et services	57 641	62 798	70 161	5 157	8,9%	7 363	11,7%
Intérêts de la dette	27 259	27 106	28 600	-153	-0,6%	1 494	5,5%
Compensation	13 532	21 840	42 115	8 308	61,4%	20 275	92,8%
Solde ordinaire	-2 869	3 979	15 731	6 848	-238,7%	11 752	295,3%
Dépenses d'équipement	85 885	77 771	93 809	-8 114	-9,4%	16 038	20,6%
Solde global	-82 342	-70 212	-69 452	12 130	-14,7%	761	-1,1%
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	2020	2021	2022	2021/ 20		2022/ 21	
Dettes totales du Trésor	832,6	885,2	951,7	52,6	6,3%	66,5	7,5%
Dettes extérieures	199,7	203,7	229,5	4,0	2,0%	25,8	12,7%
Dettes intérieures	632,9	681,5	722,2	48,6	7,7%	40,7	6,0%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Nov 20	Nov 21	Nov 22	Nov 21/20		Nov 22/21	
Importations	382 540	475 678	676 773	93 139	24,3%	201 095	42,3%
Facture énergétique	44 911	67 192	141 550	22 281	49,6%	74 358	110,7%
Blé	12 446	12 253	24 007	-193	-1,5%	11 754	95,9%
Hors énergie	337 629	408 486	535 223	70 858	21,0%	126 737	31,0%
Exportations	239 375	292 749	389 769	53 374	22,3%	97 020	33,1%
Phosphates et dérivés	42 137	19 658	108 044	-22 479	-53,3%	88 386	449,6%
Hors Phosphates et dérivés	197 238	273 091	281 725	75 853	38,5%	8 634	3,2%
Textile et cuir	27 745	33 437	40 867	5 692	20,5%	7 430	22,2%
Composants automobiles	66 556	74 344	100 375	7 788	11,7%	26 031	35,0%
Aéronautique	11 573	13 947	19 499	2 374	20,5%	5 552	39,8%
Déficit commercial	-143 165	-182 929	-287 004	-39 764	27,8%	-104 075	56,9%
Taux de couverture	62,6	61,5	57,6	-1,0		-4,0	
Recettes Voyages	31 723	32 282	81 728	559	1,8%	49 446	153,2%
Recettes M.R.E	61 295	86 860	99 552	25 565	41,7%	12 692	14,6%
Recettes IDE	24 741	26 858	35 325	2 117	8,6%	8 467	31,5%

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T3-20	T3-21	T3-22
Création d'emploi	-581	642	-58
Taux de chômage	12,7%	11,8%	11,4%
Milieu urbain	16,5%	16%	15%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	24,7%	24,4%	23,6%
Chômage des diplômés	20%	20,6%	19,3%
PRIX	2020	2021	2022
Inflation	0,7%	1,4%	6,6%
dont Produits alimentaires	0,9%	0,8%	11,0%
Produits non alimentaires	0,5%	1,8%	3,9%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM -

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Etats-Unis	2,6	1,5	2,2	2,9	2,2	-3,4	5,7	1,6
Japon	1,6	0,8	1,7	0,7	-0,4	-4,6	1,7	1,7
Zone Euro	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,2	3,1
France	1,1	1,0	2,4	1,8	1,9	-7,9	6,8	2,5
Allemagne	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,7	2,6	1,5
Italie	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	6,6	3,2
Espagne	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,1	4,3
Pays en développement	4,3	4,4	4,8	4,6	3,6	-1,9	6,6	3,7
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T4-21	T1-22	T2-22	T3-22	T4-21	T1-22	T2-22	T3-22
Etats-Unis	1,7	-0,4	-0,1	0,7	5,7	3,7	1,8	1,9
Zone Euro	0,5	0,6	0,8	0,3	4,8	5,5	4,2	2,3
France	0,6	-0,2	0,5	0,2	5,1	4,8	4,2	1,0
Allemagne	0,0	0,8	0,1	0,4	1,2	3,5	1,7	1,3
Italie	0,8	0,2	1,1	0,5	6,5	6,4	5,0	2,6
Espagne	2,3	-0,2	1,5	0,2	6,6	6,7	6,8	3,8
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 20	Déc 21	Oct 22	Nov 22
Etats-Unis	1,4	8,1	2,6	6,4	6,7	3,9	3,7	3,6
Zone Euro	-0,3	5,0	10,1	9,2	8,2	7,0	6,5	6,5
France	0,0	3,4	7,1	6,7	7,8	7,5	7,1	7,0
Allemagne	-0,7	5,7	11,3	9,6	4,0	3,2	3,0	3,0
Espagne	-0,6	6,6	6,7	5,6	16,3	13,4	12,5	12,4
MATIERES PREMIERES	Dec 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 22/Nov 22		Déc 22/Déc 21	
Pétrole (/bl)	50	74	91	81	-11,3%		9,0%	
Gasoil NWE (\$/t)	417	646	1007	917	-9,0%		41,8%	
Butane (\$/t)	519	719	627	575	-8,3%		-20,1%	
Blé tendre Fr (\$/t)	264	328	342	333	-2,6%		1,4%	
Blé tendre US (\$/t)	269	377	423	386	-8,6%		2,5%	
Sucre brut Ny (\$/t)	349	433	458	472	3,1%		9,0%	
Plomb (\$/t)	1948	2302	2100	2216	5,5%		-3,7%	
INDICES BOURSIERS	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 22/Nov 22		Déc 22/Déc 21	
NASDAQ	12619	15474	10974	10839	-1,2%		-30,0%	
S&P 498	3695	4675	3917	3912	-0,1%		-16,3%	
CAC38	5547	6999	6557	6600	0,7%		-5,7%	
MSCI Emerging Market	1256	1223	922	964	4,6%		-21,2%	
TAUX DE CHANGE	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 22/Nov 22		Déc 22/Déc 21	
Euro/Dollar	1,217	1,130	1,019	1,058	3,9%		-6,4%	
Euro/Dirham	10,910	10,460	11,001	11,132	1,2%		6,4%	
Dollar/Dirham	8,968	9,254	10,799	10,518	-2,6%		13,7%	

* Prévisions du FMI : Octobre 2022

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2020				2021				2022		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Agriculture	-5,4%	-7,0%	-9,8%	-10,2%	19,4%	17,5%	16,6%	17,8%	-14,3%	-15,5%	-15,1
Pêche	8,2%	-0,4%	40,4%	-3,1%	4,5%	36,9%	-20,1%	53,4%	-7,3%	-23,4%	-33%
Industrie d'extraction	-0,4%	4,3%	2,0%	4,7%	3,0%	-0,6%	2,8%	-1,5%	-4,8%	-7,8%	-10%
Industrie de transformation	0,8%	-21,7%	-4,4%	-4,1%	-0,8%	20,2%	2,5%	5,1%	-2,4%	2,3%	2,8%
Electricité et eau	-1,2%	-9,3%	3,3%	2,3%	1,4%	14,6%	3,8%	7,0%	3,7%	2%	-0,1%
Construction	2,8%	-12,2%	-9,5%	2,8%	5,7%	16,9%	14,2%	6,8%	1,8%	1,7%	-2,5%
Commerce	1,4%	-16,8%	-6,4%	-4,7%	0,5%	17,6%	7,6%	7,3%	5,0%	4%	1,4%
Transports et entreposage	-6,5%	-48,8%	-33,4%	-22,9%	-15,5%	42,6%	33,8%	16,1%	5,7%	10,8%	5,5%
Activités d'hébergement et de restauration	-28,8%	-72,9%	-57,1%	-58,5%	-27,9%	86,4%	72,5%	52,5%	25,3%	50,3%	50,1%
Information et communication	7,2%	4,3%	2,9%	6,2%	-2,5%	-0,5%	0,4%	-0,5%	1,3%	1,3%	1,4%
Activités financières et assurances	0,4%	0,4%	0,5%	1,2%	2,7%	4,2%	5,5%	5,9%	2,1%	4,2%	6,5%
Activités immobilières	-0,8%	-1,1%	-0,9%	-0,5%	2,5%	3,0%	3,2%	3,1%	1,9%	1,5%	1,0%
R&D et services rendus aux entreprises	-1,2%	-32,4%	-13,6%	-6,0%	0,7%	24,5%	10,7%	8,5%	0,7%	3,2%	2,6%
Adm. publique et défense sécurité sociale obligatoire	5,8%	5,4%	5,1%	4,8%	4,5%	4,3%	4,0%	3,7%	4,8%	5,6%	4,5%
Education, santé et action sociale	0,8%	0,6%	0,8%	1,2%	2,3%	2,8%	3,2%	3,5%	4,0%	4,3%	3,1%
Impôts nets subventions	0,4%	-18,5%	-8,9%	-6,5%	2,4%	17,8%	10,7%	5,8%	-0,2%	5,3%	3,7%
PIB en volume	-0,8%	-15,2%	-7,3%	-5,2%	2,0%	14,2%	8,7%	7,6%	0,3%	2%	1,6%
PIB en valeur	-0,7%	-16,0%	-8,0%	-3,3%	3,7%	16,5%	13,8%	12,5%	4,3%	6,9%	7,6%
PIB hors agriculture	-0,3%	-16,2%	-7,0%	-4,6%	0,1%	13,8%	7,8%	6,5%	2,2%	4,3%	3,6%

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T3						22/21		
	2021			2022					
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 546	4 708	12 255	7 621	4 507	12 127	75	-201	-128
Taux de féminisation de la population active	22,6	23,9	23,1	22,5	21,8	22,2	-0,1	-2,1	-0,9
Taux d'activité	42,4	50,3	45,1	41,9	48,1	44,0	-0,5	-2,2	-1,1
Selon le sexe									
Hommes	67,7	75,5	70,5	67,1	74,0	69,5	-0,6	-1,5	-1,0
Femmes	18,6	24,3	20,5	18,3	21,3	19,3	-0,3	-3,0	-1,2
Selon l'âge									
11 -24 ans	21,1	29,0	24,3	20,1	25,5	22,3	-1,0	-3,5	-2,0
21 -34 ans	59,7	61,4	60,2	59,5	59,6	59,5	-0,2	-1,8	-0,7
31 -44 ans	57,4	64,5	59,7	56,9	63,0	58,8	-0,5	-1,5	-0,9
41 ans et plus	36,0	52,0	41,4	35,8	50,2	40,5	-0,2	-1,8	-0,9
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,2	52,8	43,3	34,5	50,6	41,8	-0,7	-2,2	-1,5
Ayant un diplôme	47,4	45,1	46,9	47,0	43,2	46,1	-0,4	-1,9	-0,8
Population active occupée	6343	4465	10807	6479	4271	10750	136	-194	-57
Taux d'emploi	35,6	47,7	39,8	35,7	45,5	39,0	0,1	-2,2	-0,8
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,3	71,0	86,4	97,3	74,6	88,3	0,0	3,6	1,9
Salariés	66,6	46,9	59,9	66,9	47,3	60,3	0,3	0,4	0,4
Auto-employés	33,4	53,1	40,1	33,1	52,7	39,7	-0,3	-0,4	-0,4
Population active occupée sous employée	543	484	1027	488	423	911	-55	-61	-116
Taux de sous-emploi	8,6	10,8	9,5	7,5	9,9	8,5	-1,1	-0,9	-1,0
Population active en chômage	1204	244	1447	1142	236	1378	-62	-8	-69
Taux de féminisation	35,4	16,9	32,3	38,2	17,8	34,7	2,8	0,9	2,4
Taux de chômage	16,0	5,2	11,8	15,0	5,2	11,4	-1,0	0,0	-0,4
Selon le sexe									
Hommes	13,3	5,7	10,4	11,9	5,5	9,5	-1,4	-0,2	-0,9
Femmes	25,0	3,7	16,5	25,5	4,3	17,8	0,5	0,6	1,3
Selon l'âge									
15-24 ans	45,2	15,6	31,0	43,8	17,4	31,7	-1,4	1,8	0,7
25-34 ans	24,4	7,2	18,8	23,6	7,2	18,4	-0,8	0,0	-0,4
35-44 ans	8,4	2,5	6,3	8,3	2,6	6,4	-0,1	0,1	0,1
45 ans et plus	5,3	1,5	3,7	4,3	1,4	3,1	-1,0	-0,1	-0,6
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,2	2,3	4,4	6,3	2,3	4,1	-0,9	0,0	-0,3
Ayant un diplôme	20,6	12,1	18,7	19,3	11,8	17,7	-1,3	-0,3	-1,0

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2021/20	2022/21	Var 22/21
Situation des barrages (au 31 mai 2022)							
Réserves en eau (Milliards M3)	5,4	10,6	9,2	7,7	8,1	5,3	-34,6%
Taux de remplissage	35,3	69,7	59,1	49,7	50,0	32,9	-34,2%
Céréales d'automne	101,0	102,0	51,8	32,1	103,2	34,0	-67,1%
Blé dur	23,0	24,0	13,4	7,9	50,6	18,9	-62,6%
Blé tendre	49,0	49,0	26,8	17,7	24,8	8,1	-67,3%
Orge	29,0	29,0	11,6	6,4	27,8	7,0	-74,8%

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	2021		20 22		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	1 332 773	9 110 681	1 511 267	9 705 171	13,4%	6,5%
Débarquements par port						
Méditerranée	19 414	683 508	18 318	611 161	-5,6%	-10,6%
Atlantique	1 313 359	8 427 173	1 492 949	9 094 010	13,7%	7,9%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	86 184	1 372 798	83 081	1 478 326	-3,6%	7,7%
Poissons pélagiques	1 149 351	3 138 892	1 347 813	3 894 568	17,3%	24,1%
Céphalopodes	68 925	4 202 462	60 461	3 915 654	-12,3%	-6,8%
Crustacés et coquillages	7 801	317 848	8 063	375 472	3,4%	18,1%
Algues	20 512	78 681	11 849	41 151	-42,2%	-47,7%

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

Production marchande en 1000 Tonnes	Nov 20	Nov 21	Nov 22	Nov 21/20		Nov 22/21	
Phosphates bruts	34 140	34 763	28 540	623	1,8%	- 6 223	-17,9%
Dérivés de phosphate	17 001	16 564	15 885	-437	-2,6%	- 679	-4,1%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	2020	2021	20 22	2021/20		20 22/21	
Consommation nationale	12 174,5	13 974,9	12 486,7	1 800,4	14,8	-1 488,2	-10,6

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Nov.20	Nov.21	Nov.22	Nov.21/20		Nov.22/21	
Énergie appelée nette (en GWh)	35 200	37 161	39 098	1 961	5,6%	1 938	5,2%
Production nette totale ONEE	7 194	7 917	9 438	723	10,1%	1 521	19,2%
Hydraulique	1 219	1 145	646	-74	-6,1%	-499	-43,6%
Thermique	5 427	6 062	8 054	636	11,7%	1 992	32,9%
Parc éolien	547	554	533	7	1,3%	-21	-3,8%
Pompage STEP	-521	-486	-434	35	-6,6%	52	-10,8%
Production concessionnelle	25 744	27 104	25 959	1 360	5,3%	-1 145	-4,2%
Apport des tiers	474	211	1 597	-263	-55,4%	1 386	656,8%
Auto producteurs	322,0	303,7	293,7	-18,3	-5,7%	-9,9	-3,3%
Echanges (Algérie-Espagne)	151,5	-92,7	1 302,8	-244	-161,2%	1 396	-1505,0%
Energies renouvelables	2 345	2 456	2 575	111	4,7%	119	4,9%
Consommation des auxiliaires	-35,5	-40,6	-36,2	-5,1	14,4%	4,4	-10,9%

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

<i>Base 100 = 2015</i>	T3-20	T3-21	T3-22	T3-21/20	T3-22/21
Industries extractives	140,1	148,2	120,1	5,8%	-19,0%
Extraction de minerais métalliques	96,8	102,6	104,6	6,0%	1,9%
Autres industries extractives	142,3	150,5	119,4	5,8%	-20,7%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	104,1	107,5	110,8	3,3%	3,1%
Industries alimentaires	113,7	123,8	134,4	8,9%	8,6%
Fabrication de boissons	99,5	100,5	103,9	1,0%	3,4%
Fabrication de produits à base de tabac	101,1	103,7	123,2	2,6%	18,8%
Fabrication de textiles	72,8	81,2	80,6	11,5%	-0,7%
Industrie d'habillement	90,7	96,9	90,4	6,8%	-6,7%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	56,3	62,5	78,4	11,0%	25,4%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	71,9	93,6	114,2	30,2%	22,0%
Industrie du papier et du carton	100,9	105,7	90,0	4,8%	-14,9%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	73,5	83,8	103,2	14,0%	23,2%
Industrie chimique	147,5	142,6	134,8	-3,3%	-5,5%
Industrie pharmaceutique	96,9	105,4	130,1	8,8%	23,4%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	92,4	99,3	99,4	7,5%	0,1%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	91,1	95,9	85,1	5,3%	-11,3%
Métallurgie	90,3	104,8	112,0	16,1%	6,9%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	73,2	76,9	88,8	5,1%	15,5%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	78,4	81,0	83,5	3,3%	3,1%
Fabrication d'équipements électriques	84,1	103,2	89,6	22,7%	-13,2%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	113,3	125,1	115,7	10,4%	-7,5%
Industrie automobile	96,6	85,2	103,7	-11,8%	21,7%
Fabrication d'autres matériels de transport	80,0	86,2	94,7	7,8%	9,9%
Fabrication de meubles	84,7	85,8	96,0	1,3%	11,9%
Autres industries manufacturés	88,9	80,8	82,1	-9,1%	1,6%
Réparation et installation de machines et équipements	98,8	101,6	98,1	2,8%	-3,4%
Production et distribution d'électricité	136,0	141,5	141,2	4,0%	-0,2%

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

	2020	2021	2022 (1)	2021/20		2022/21		LF 2022 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	229 093	256 180	304 362	27 087	11,8%	48 182	18,8%	236 907	128,5%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	229 093	250 764	304 362	21 671	9,5%	53 598	21,4%	236 907	128,5%
Recettes fiscales	198 793	214 565	251 896	15 772	7,9%	37 331	17,4%	195 578	128,8%
Impôts directs, dont	92 651	90 790	113 285	-1 861	-2,0%	22 495	24,8%	80 112	141,4%
Impôt sur les sociétés	48 778	44 592	62 434	-4 186	-8,6%	17 842	40,0%	38 236	163,3%
Impôt sur le revenu	40 165	44 430	48 024	4 265	10,6%	3 594	8,1%	39 797	120,7%
Impôts indirects	83 404	96 061	106 595	12 657	15,2%	10 534	11,0%	89 970	118,5%
T.V.A	83 405	96 062	106 595	12 657	15,2%	10 533	11,0%	60 907	175,0%
Intérieure	56 014	65 101	74 990	9 087	16,2%	9 889	15,2%		
Importation	21 696	22 352	20 240	656	3,0%	-2 112	-9,4%		
T.I.C	34 318	42 749	54 750	8 431	24,6%	12 001	28,1%	29 063	188,4%
Tabacs	27 391	30 961	31 605	3 570	13,0%	644	2,1%		
Produits énergétiques	11 024	12 222	12 674	1 198	10,9%	452	3,7%		
Droits de douane	9 488	11 885	13 895	2 397	25,3%	2 010	16,9%	10 768	129,0%
Enregistrement et timbre	13 250	15 829	18 121	2 579	19,5%	2 292	14,5%	14 729	123,0%
Recettes non fiscales	27 169	37 743	48 666	10 574	38,9%	10 923	28,9%	38 029	128,0%
Recettes non fiscales Hors privatisation	27 169	32 327	48 666	5 158	19,0%	16 339	50,5%	236 907	20,5%
Monopoles et exploitation	9 601	10 711	13 146	1 110	11,6%	2 435	22,7%	17 118	76,8%
Autres recettes	17 568	21 616	35 520	4 048	23,0%	13 904	64,3%	16 912	210,0%
Privatisation	0	5 416	0	5 416					
Recettes de certains comptes spéciaux	3 131	3 872	3 800	741	23,7%	-72	-1,9%	3 300	115,2%
Fonds spécial des prix	249	258	377	9		119	46%	600	62,8%
Fonds spécial routier	2 882	3 614	3 423	732	25,4%	-191	-5,3%	2 700	126,8%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	311 435	326 392	373 814	14 957	4,8%	47 422	14,5%	308 038	121,4%
Dépenses ordinaires	231 962	252 200	288 631	20 238	8,7%	36 430	14,4%	246 938	116,9%
Biens et services	191 171	203 254	217 916	12 083	6,3%	14 662	7,2%	205 710	105,9%
Personnel	133 530	140 456	147 755	6 926	5,2%	7 299	5,2%	139 860	105,6%
Autres Biens et services	57 641	62 798	70 161	5 157	8,9%	7 363	11,7%	65 850	106,5%
Dettes publiques	27 259	27 106	28 600	-153	-0,6%	1 494	5,5%	27 678	103,3%
Intérieure	23 147	22 409	23 628	-738	-3,2%	1 219	5,4%	23 560	100,3%
Extérieure	4 112	4 697	4 972	585	14,2%	275	5,8%	4 118	120,7%
Compensation	13 532	21 840	42 115	8 308	61,4%	20 275	92,8%	13 550	310,8%
SOLDE ORDINAIRE	-2 869	3 979	15 731	6 848	-239%	11 752	295%	-10 031	-157%
Dépenses de capital	85 885	77 771	93 809	-8 114	-9,4%	16 038	20,6%	68 100	137,8%
dont fonds spécial routier	2 468	2 985	3 390					2 700	
Solde net des autres comptes spéciaux	6 412	3 579	8 626					7 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-82 342	-70 212	-69 452					-71 131	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	14 747	-4 758	-1 637					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-67 595	-74 971	-71 088					-71 131	
Financement intérieur	24 537	66 770	65 019	42 233	172	-1 751	-3	36 780	
Financement extérieur	43 058	8 201	6 070	-34 858	-81	-2 131	-26	34 351	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

M A T U R I T E	Déc 20	Déc 21	Janvier à fin Décembre 22		Encours Déc-22	Flux
			Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	378 188	399 354	18 977	16 300	402 031	2 678
Adjudications (long terme)	351 596	372 138	12 301	12 114	372 325	187
30 ans Adjudications	32 095	36 749	622	0	37 371	622
20 ans Adjudications	72 384	78 384	0	0	78 384	0
15 ans Adjudications	125 336	123 076	2 093	2 450	122 719	-357
10 ans Réserve d'investissement	212	212				
10 ans Adjudications	121 781	133 929	9 586	9 664	133 851	-78
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	159 384	170 633	28 608	25 477	173 764	-2 369
Adjudications (moyen terme)	159 384	170 633	28 608	25 477	173 764	3 131
5 ans Adjudications	0	0	28 608	25 477	173 764	3 131
COURT TERME	89 812	103 912	108 739	72 072	140 579	36 667
Adjudications (court terme)	89 762	103 862	87 885	72 072	119 675	15 814
03 semaines Adjudications	0	0	18 630	8 630	10 000	10 000
13 semaines Adjudications	2 284	600	20 942	9 364	12 178	11 578
26 semaines Adjudications	7 479	1 100	10 806	5 380	6 526	5 426
52 semaines Adjudications	23 062	23 970	14 081	19 280	18 771	-5 199
Bons à 6 mois	0	0				
1 an activité socio-économique	0	0		0	0	0
2 ans Adjudications	56 937	78 192	23 427	29 418	72 201	-5 991
Autres	50	50	20 854	0	20 904	20 854
DETTE AMORTISSABLE	26 381	0	6 677	4 186	29 495	2 491
T O T A L	632 899	681 527	156 325	113 848	722 184	37 881

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

	Déc. 20	Déc. 21	Déc. 22	Déc. 21 / 20		Déc. 22 / 21	
				M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	24000	14900	28600	-9100	-37,9%	13700	91,9%
AMORTISSEMENTS	19900	10200	23600	-9700	-48,7%	13400	131,4%
INTERETS	4100	4700	5000	600	14,6%	300	6,4%
TIRAGES	63000	18400	29600	-44600	-70,8%	11200	60,9%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Nov 21	Déc 21	Nov 22	Nov 21/Déc 20	Nov 22/21	Nov 22/Déc 21			
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	321 449	316 878	324 109	4930	1,6%	2 660	0,8%	7 231	2,3%
Créances de BAM	322 672	330 829	344 489	2105	0,7%	21 817	6,8%	13 660	4,1%
Créances des AID	278 800	272 491	311 134	40 456	17,0%	32 334	11,6%	38 643	14,2%
Créances nettes sur l'Administration centrale	-646	-3 414	15 687	3 588	-84,7%	16 333	-2528,3%	19 101	-559,5%
Créances nettes de BAM	279 446	275 905	295 447	36 868	15,2%	16 001	5,7%	19 542	7,1%
Créances nettes des AID	1 168 043	1 176 307	1 245 346	35 323	3,1%	77 303	6,6%	69 039	5,9%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	1 337	1 391	1 957	-266	-16,6%	620	46,4%	566	40,7%
Avoirs officiels de réserve	1 166 706	1 174 916	1 243 389	35 589	3,1%	76 683	6,6%	68 473	5,8%
Ressources à caractère non monétaire	256 747	257 704	280 876	9 708	3,9%	24 129	9,4%	23 172	9,0%
Capital et réserves des ID	171 233	171 518	190 600	6 556	4,0%	19 367	11,3%	19 082	11,1%
BAM	11 572	11 525	24 200	-3 462	-23,0%	12 628	109,1%	12 675	110,0%
AID	159 661	159 993	166 400	10 018	6,7%	6 739	4,2%	6 407	4,0%
Engagements non monétaires des ID	85 514	86 186	90 276	3 152	3,8%	4 762	5,6%	4 090	4,7%
Dépôts exclus de M3	10 857	11 908	13 939	1 307	13,7%	3 082	28,4%	2 031	17,1%
Crédits	29 950	30 811	32 172	1 350	4,7%	2 222	7,4%	1 361	4,4%
Titres autres qu'actions exclus de M3	44 032	42 681	43 695	729	1,7%	-337	-0,8%	1 014	2,4%
Autres ressources	675	786	470	-234	-25,7%	-205	-30,4%	-316	-40,2%
Autres contreparties de M3	40 065	52 796	56 218	-4 511	-10,1%	16 153	40,3%	3 422	6,5%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 551 610	1 560 768	1 655 931	66 490	4,5%	104 321	6,7%	95 163	6,1%
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	319 450	320 112	347 792	18 824	6,3%	28 342	8,9%	27 680	8,6%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	337 434	337 711	365 890	18 152	5,7%	28 456	8,4%	28 179	8,3%
Encaisses des banques (à déduire)	17 984	17 599	18 098	-672	-3,6%	114	0,6%	499	2,8%
Monnaie scripturale	737 777	766 722	803 554	19 020	2,6%	65 777	8,9%	36 832	4,8%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	3 762	2 751	2 821	922	32,5%	-941	-25,0%	70	2,5%
Dépôts à vue auprès des banques	671 065	698 720	727 474	21 784	3,4%	56 409	8,4%	28 754	4,1%
Dépôts à vue auprès du Trésor	62 950	65 251	73 259	-3 686	-5,5%	10 309	16,4%	8 008	12,3%
M1	1 057 227	1 086 834	1 151 346	37 844	3,7%	94 119	8,9%	64 512	5,9%
Placements à vue	173 255	174 155	178 269	3 883	2,3%	5 014	2,9%	4 114	2,4%
Comptes d'épargne auprès des banques	173 255	174 155	178 269	3 883	2,3%	5 014	2,9%	4 114	2,4%
M2	1 230 482	1 260 989	1 329 615	41 727	3,5%	99 133	8,1%	68 626	5,4%
Autres actifs Monétaires	321 128	299 781	326 315	24 765	8,4%	5 187	1,6%	26 534	8,9%
M3	1 551 610	1 560 770	1 655 930	66 492	4,5%	104 320	6,7%	95 160	6,1%

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Nov 21	Déc 21	Nov 22	Nov 21/Déc 20	Nov 22/21	Nov 22/Déc 21			
Créances des ID par objet économique	1 168 043	1 176 307	1 245 347	35 323	3,1%	77 304	6,6	69 040	5,9%
Créances des AID	1 166 706	1 174 916	1 243 390	35 589	3,1%	76 684	6,6	68 474	5,8%
Crédits des AID	978 703	993 350	1 039 255	10 726	1,1%	60 552	6,2	45 905	4,6%
Crédits bancaires	708 126	984 899	1 024 117	-251 928	-26,2%	315 991	44,6	39 218	4,0%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	224 637	225 741	259 457	18 549	9,0%	34 820	15,5	33 716	14,9%
Crédits à l'équipement	177 757	169 071	177 674	-2 054	-1,1%	-83	0,0	8 603	5,1%
Crédits immobiliers	32 295	292 731	298 486	-253 032	-88,7%	266 191	824,3	5 755	2,0%
Crédits à l'habitat	232 088	232 827	238 803	9 706	4,4%	6 715	2,9	5 976	2,6%
Crédits aux promoteurs immobiliers	55 598	55 959	52 678	-4 448	-7,4%	-2 920	-5,3	-3 281	-5,9%
Crédits à la consommation	55 848	55 622	57 959	1 600	2,9%	2 111	3,8	2 337	4,2%
Créances diverses sur la clientèle	132 768	156 904	140 808	-21 593	-14,0%	8 040	6,1	-16 096	-10,3%
Crédits à caractère financier	118 987	142 401	122 567	-19 603	-14,1%	3 580	3,0	-19 834	-13,9%
Autres crédits	13 756	14 467	18 199	-1 998	-12,7%	4 443	32,3	3 732	25,8%
Créances en souffrance	84 821	84 830	89 733	4 602	5,7%	4 912	5,8	4 903	5,8%
Titres	151 775	144 697	166 197	24 401	19,2%	14 422	9,5	21 500	14,9%
Titres autres qu'actions	27 558	26 411	33 643	2 266	9,0%	6 085	22,1	7 232	27,4%
Actions et autres titres de participation	124 217	118 286	132 554	22 135	21,7%	8 337	6,7	14 268	12,1%
Autres	36 228	36 869	37 938	462	1,3%	1 710	4,7	1 069	2,9%
Créances de BAM	1 337	1 391	1 957	-266	-16,6%	620	46,4	566	40,7%
Crédits	794	788	788	25	3,3%	-6	-0,8	0	0,0%

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE -

	Nov 21	Déc 21	Nov 22	Nov 21/20	Nov 22/ Déc 21
Taux de dépôts à 6 mois	2,15	2,19	2,41	0,26	0,22
Taux de dépôts à 12 mois	2,51	2,53	2,63	0,12	0,10
Taux des comptes sur carnet	1,03	1,03	1,24	0,21	0,21
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,36	13,36	13,09	-0,27	-0,27
Taux interbancaire	1,50	1,50	2,00	0,50	0,50
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	1,50	1,50	2,00	0,50	0,50
Taux des avances à 24h	2,50	2,50	3,00	0,50	0,50
Taux adjudications (TMP)	Déc. 21	Déc. 21	Déc. 22	Déc. 21/Déc20	Déc. 22/ Déc 21
43 jours					
13 Sem.	0,00	1,35	2,70	1,35	1,35
26 Sem.	1,65	1,40	3,07	-0,25	1,67
52 Sem.					
2 Ans					
5 Ans					
10 Ans					
15 Ans					
20 Ans					
30 Ans					

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib -

Novembre 22	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	42 860	0	26 932	30 950	130	12 581	3 571	2,00%
2	42 860	0	26 932	30 950	130	13 658	4 758	2,00%
3	50 000	0	26 932	30 950	130	10 971	2 971	2,00%
4	50 000	0	26 932	30 950	130	9 492	1 482	2,00%
5	50 000	0	26 932	30 950	130	9 492	-	2,00%
6	50 000	0	26 932	30 950	130	9 492	-	2,00%
7	50 000	0	26 932	30 950	130	9 906	1 896	2,00%
8	50 000	0	26 932	30 950	130	9 848	1 838	2,00%
9	50 000	0	26 932	30 950	130	9 925	1 715	2,00%
10	46 790	0	26 932	30 950	130	9 962	1 832	2,00%
11	46 790	0	26 932	30 950	130	10 334	2 204	2,00%
12	46 790	0	26 932	30 950	130	10 334	-	2,00%
13	46 790	0	26 932	30 950	130	10 334	-	2,00%
14	46 790	0	26 932	30 950	130	9 844	1 714	2,00%
15	46 790	0	26 932	30 950	130	10 029	2 049	2,00%
16	46 790	0	26 932	30 950	130	10 738	2 848	2,00%
17	32 120	0	26 932	30 950	130	11 518	2 638	2,00%
18	32 120	0	26 932	30 950	130	11 518	-	2,00%
19	32 120	0	26 932	30 950	130	11 518	-	2,00%
20	32 120	0	26 932	30 950	130	11 518	-	2,00%
21	32 120	0	26 932	30 950	130	11 280	2 400	2,00%
22	32 120	0	26 932	30 950	130	11 491	2 601	2,00%
23	32 120	0	26 932	30 950	130	11 469	2 149	2,00%
24	50 900	0	25 480	22 082	0	10 851	2 131	2,00%
25	50 900	0	25 480	22 082	0	10 429	1 709	2,00%
26	50 900	0	25 480	22 082	0	10 429	-	2,00%
27	50 900	0	25 480	22 082	0	10 429	-	2,00%
28	50 900	0	25 480	22 082	0	10 055	1 325	2,00%
29	50 900	0	25 480	22 082	0	11 326	2 466	2,00%
30	50 900	0	25 480	22 082	0	12 317	3 307	2,00%
MOY du mois	49 195	0	23 793	30 886	21	11 512	5 059	2,00%

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Déc 21	Déc 22	Déc 22/21	
			M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	74 743	56 307	-18 436	-24,7
Marché central	40 817	32 424	-8 394	-20,6
Actions	40 781	32 275	-8 507	-21
Obligations	36	149	113	314
Marché de blocs	23 604	20 996	-2 608	-11,0
Actions	23 474	20 821	-2 653	-11
Obligations	130	175	45	35
Introductions	620	0	-620	-100,0
Actions	600	0	-600	-100
Obligations	20	0	0	0
Augmentation de Capital	2 393	1 376	-1 016	-42,5
Offre publique	28	1 056	1 028	3 642
Transferts	503	391	-111	-22,2
Apports de titres	6 778	64	-6 715	-99,1
CAPITALISATION BOURSIERE	690 717	557 608	-133 109	-19,3
<i>Banques</i>	225 271	187 722	-37 549	-16,7
<i>Sociétés Financières</i>	9 604	7 597	-2 007	-20,9
Sociétés de financement	6 669	5 453	-1 216	-18,2
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 935	2 144	-791	-26,9
<i>Industrie</i>	254 310	211 544	-42 765	-16,8
Agroalimentaire	39 480	29 446	-10 034	-25,4
Bâtiments et matériaux de construction	89 034	58 210	-30 824	-34,6
Boissons	10 172	9 862	-309	-3,0
Equipement électro et électrique	0	0	0	#DIV/0!
Sylviculture et papier	56	130	74	132,2
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	122	125	2	1,8
Industrie pharmaceutique	11 796	10 572	-1 224	-10,4
<i>Télécommunications</i>	122 590	83 514	-39 076	-31,9
<i>Assurances</i>	32 605	27 285	-5 320	-16,3
<i>Distributeurs</i>	22 673	19 899	-2 774	-12,2
<i>Technologie de l'information</i>	7 895	7 685	-210	-2,7
<i>Autres services</i>	15 769	12 361	-3 407	-21,6
MASI	13 358	10 720	-2 638	-19,7
MSI	1 086	857	-228	-21,0

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	Nov 20	Nov 21	Nov 22	Nov 21/20		Nov 22/21	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	382 540	475 678	676 815	93 139	24,3%	201 137	42,3%
Alimentation boissons et tabacs	50 798	53 841	80 136	3 043	6,0%	26 295	48,8%
Blé	12 446	12 253	24 007	-193	-1,5%	11 754	95,9%
Energie et lubrifiants	44 911	67 192	141 550	22 281	49,6%	74 358	110,7%
Produits bruts	17 943	26 553	40 920	8 611	48,0%	14 367	54,1%
Demi-produits	83 935	104 591	155 936	20 656	24,6%	51 346	49,1%
Produits finis	184 953	223 349	258 049	38 396	20,8%	34 700	15,5%
Biens d'équipement	99 501	111 662	134 897	12 160	12,2%	23 236	20,8%
Biens de consommation	85 452	111 688	123 152	26 236	30,7%	11 464	10,3%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	239 375	292 749	389 769	53 374	22,3%	97 020	33,1%
Alimentation boissons et tabacs	51 750	56 382	66 394	4 633	9,0%	10 012	17,8%
Energie et lubrifiants	1 238	2 035	3 168	797	64,3%	1 133	55,7%
Produits bruts	16 181	20 823	27 908	4 642	28,7%	7 085	34,0%
Phosphates	6 577	7 854	12 242	1 277	19,4%	4 388	55,9%
Demi-produits	52 294	79 492	116 585	27 198	52,0%	37 093	46,7%
Dérivés de phosphates	35 560	11 804	95 802	-23 756	-66,8%	83 998	711,6%
Produits finis	117 557	133 680	175 470	16 123	13,7%	41 790	31,3%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	621 914	768 427	1 066 584	146 513	23,6%	298 157	38,8%
SOLDE COMMERCIAL	-143 165	-182 929	-287 046	-39 764	27,8%	-104 117	56,9%
TAUX DE COUVERTURE	62,6	61,5	57,6	-1,0		-4,0	
RECETTES VOYAGES	31 723	32 282	81 728	559	1,8%	49 446	153,2%
TRANSFERTS M.R.E.	61 295	86 860	99 552	25 565	41,7%	12 692	14,6%
RECETTES DES IDE	24 741	26 858	35 325	2 117	8,6%	8 467	31,5%

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	2020	2021	2022	Taux d'inflation		
				2020	2021	2022
PRODUITS ALIMENTAIRES	100,7	105,0	120,9	0,9%	0,8%	11,0%
1 Produits alimentaires et boissons	99,8	104,3	120,5	1,0%	0,6%	11,3%
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	122,6	125,5	129,8	0,8%	3,5%	3,4%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	103,2	105,7	110,0	0,5%	1,8%	3,9%
3 Articles d'habillement et chaussures	103,6	106,7	112,1	0,3%	1,9%	4,6%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	102,0	103,0	104,2	0,6%	0,8%	1,2%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,0	103,4	109,9	0,2%	1,1%	5,0%
6 Santé	101,7	101,7	102,0	0,9%	0,2%	0,1%
7 Transport	103,1	109,5	122,1	-1,6%	5,7%	12,2%
8 Communications	103,9	103,7	104,3	-0,4%	-0,2%	0,4%
9 Loisirs et culture	99,1	101,5	106,0	-0,9%	0,8%	4,1%
10 Enseignement	110,3	111,7	116,7	2,7%	1,6%	2,2%
11 Restaurants et hôtels	104,1	105,1	110,5	1,1%	0,9%	2,7%
12 Biens et services divers	104,2	108,7	111,2	1,4%	2,2%	3,4%
Indice général	102,2	105,5	114,3	0,7%	1,4%	6,6%

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Nov. 20	Nov. 21	Nov. 22	Var moy. Jan- Nov.		
				2020/19	2021/20	2022/21
Industries extractives	100,2	100,0	100,4	-0,3%	-0,1%	0,2%
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	100,0	100,0	0,0%	-13,1%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,1	100,0	100,4	-0,3%	0,0%	0,2%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	107,6	107,2	118,2	-2,0%	-4,9%	13,4%
Industries alimentaires	111,1	113,8	126,0	2,4%	-1,7%	13,7%
Fabrication de Boissons	115,7	102,6	105,0	-0,8%	-12,4%	3,0%
Fabrication de produits à base de tabac	117,3	100,2	107,7	0,0%	-14,6%	6,8%
Fabrication de textiles	101,9	106,3	115,0	0,7%	3,5%	6,7%
Industrie d'habillement	110,1	103,4	106,9	0,8%	-6,6%	2,4%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,3	100,3	106,3	0,3%	-10,7%	3,7%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	115,9	104,8	118,3	-3,1%	-11,9%	11,4%
Industrie du papier et du carton	101,4	102,6	109,1	-1,7%	0,9%	3,0%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	102,5	99,1	100,4	-0,4%	-3,7%	0,7%
Industrie chimique	113,0	111,2	142,8	-11,1%	-14,3%	40,9%
Industrie pharmaceutique	94,3	99,9	99,1	0,0%	6,0%	-0,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	111,9	96,1	100,9	-0,6%	-12,8%	2,6%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	109,5	99,8	105,1	0,0%	-9,4%	4,0%
Métallurgie	89,3	117,8	124,4	-6,9%	15,7%	19,3%
Fabrication de produits métalliques	99,7	100,8	102,9	-2,0%	-0,9%	3,7%
Fabrication de produits informatique	100,3	102,1	102,7	0,2%	1,1%	1,0%
Fabrication d'équipements électriques	113,0	110,0	114,3	2,0%	-5,9%	7,0%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,1	99,5	104,3	0,1%	-3,2%	1,1%
Industrie automobile	99,5	100,8	105,5	0,1%	1,3%	3,4%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,0	100,0	0,0%	-0,4%	0,0%
fabrication de meubles	110,3	100,3	105,0	-0,6%	-9,4%	3,7%
Autres industries manufacturés	102,7	116,4	116,8	0,0%	13,3%	0,4%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	119,0	100,0	100,0	0,0%	-16,0%	0,0%